

---

# Accord sur les nouveaux gTLD

---

## *Proposition de version finale*

Ce document contient la version préliminaire de l'accord de registre associé au guide de candidature portant sur les nouveaux gTLD.

Les candidats à un gTLD qui ont été admis signeront ce type d'accord de registre avec l'ICANN avant toute délégation du nouveau gTLD. (Note : L'ICANN se réserve le droit de procéder à des mises à jour et à des changements raisonnables de cet accord proposé au cours du processus de candidature, y compris le résultat éventuel des nouvelles politiques susceptibles d'être adoptées dans le cadre du processus de candidature]. Des informations générales sur les différences existant entre cette version préliminaire de l'accord et la version précédente sont disponibles dans un mémorandum explicatif intitulé *Résumé des changements apportés à l'accord original* .

Il est important de noter que cet accord ne constitue pas une position officielle de l'ICANN et n'a pas été approuvé par le Conseil d'administration de l'ICANN. L'accord dont il est question ici est défini à des fins d'examen et de discussion au sein de la communauté. L'ICANN vous encourage à formuler tout commentaire et toute suggestion en vue de l'améliorer. Les candidats potentiels ne doivent pas s'appuyer sur les détails présentés dans le programme relatif aux nouveaux gTLD, ce programme restant soumis à modification suite aux différents commentaires qui seront reçus.

Ce document a été traduit de l'anglais afin d'atteindre un plus grand public. Si la société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur Internet (l'ICANN) s'est efforcée de vérifier l'exactitude de la traduction, l'anglais reste la langue de travail de l'ICANN et l'original de ce document, rédigé en anglais, est le seul texte officiel et faisant autorité.

## ACCORD DE REGISTRE

Cet ACCORD DE REGISTRE (« accord ») est conclu à partir de \_\_\_\_\_ (« date d'entrée en vigueur ») entre la Société pour l'attribution des noms de domaines et des numéros sur Internet, société de droit californien à but non lucratif (« ICANN »), et \_\_\_\_\_ un \_\_\_\_\_ (« opérateur de registre »).

### ARTICLE 1.

#### DÉLÉGATION ET FONCTIONNEMENT DE DOMAINE DE PREMIER NIVEAU; AFFIRMATIONS ET GARANTIES

**1.1 Domaine et désignation.** Le domaine de premier niveau concerné par cet accord est \_\_\_\_\_ (le « TLD »). A la date d'entrée en vigueur et jusqu'à la conclusion de la période définie dans la section 4.1, l'ICANN désigne l'**opérateur de registre** comme opérateur de registre pour le TLD, soumis aux obligations et aux approbations requises pour la délégation du TLD et son entrée dans la zone racine.

**1.2 Faisabilité technique des chaînes.** Bien que l'ICANN ait favorisé et continue à promouvoir l'acceptation universelle de toutes les chaînes de domaine de premier niveau sur Internet, certaines de ces chaînes peuvent rencontrer des difficultés d'acceptation par des FAI et des hébergements Internet et/ou de validation par des applications web. L'opérateur de registre sera responsable de s'assurer à sa propre satisfaction de la faisabilité technique de la chaîne TLD avant de conclure cet accord.

#### **1.3 Affirmations et garanties.**

(a) L'opérateur de registre affirme et garantit à l'ICANN ce qui suit:

(i) Toutes les informations substantielles fournies et les déclarations faites lors de la candidature pour le registre TLD ainsi que les déclarations par écrit faites lors des négociations du présent contrat étaient vraies et exactes à ce moment-là et de telles informations et déclarations continuent d'être vraies et exactes à tous points de vue substantiels à la date d'entrée en vigueur telles que précédemment divulguées par écrit par l'opérateur de registre à l'ICANN;

(ii) L'opérateur de registre est dûment organisé, jouit d'une bonne réputation et existe conformément aux lois de la **juridiction indiquée dans le préambule de ce document**, et l'opérateur de registre détient les pouvoirs et l'autorité nécessaires et a obtenu toutes les approbations pour participer et exécuter le présent accord ; et

(iii) L'opérateur de registre a livré à l'ICANN un instrument dûment exécuté qui garantit les fonds requis afin d'exécuter les fonctions de registre pour le TLD en cas d'annulation ou d'expiration du présent accord (l'«instrument des opérations continues») et un tel instrument est une obligation qui lie les parties et qui est donc exécutable d'après ses termes.

(b) L'ICANN affirme et garantit à l'opérateur de registre que l'ICANN est une société ouverte à but non lucratif dûment organisée, valablement fondée, de bonne réputation et conforme aux lois de l'État de la Californie, États-Unis. L'ICANN a le pouvoir et l'autorité nécessaires et a obtenu toutes les approbations d'entreprise nécessaires pour participer et dûment exécuter le présent accord.

## ARTICLE 2.

### ENGAGEMENTS DE L'OPÉRATEUR DE REGISTRE

L'opérateur de registre s'engage et convient avec l'ICANN comme suit:

**2.1 Services approuvés; services supplémentaires.** L'opérateur de registre a le droit de fournir les services de registre décrits dans les clauses (a) et (b) du premier paragraphe de la section 2 de **la Spécification** au [voir *Spécification 6*] et tout autre service de registre décrit à la pièce A (collectivement, les «services approuvés»). Si l'opérateur de registre désire fournir tout autre service de registre qui n'est pas un service approuvé ou qui est une modification d'un service approuvé (un «service supplémentaire», chacun), l'opérateur de registre présentera une demande d'approbation pour un tel service supplémentaire selon la Politique d'évaluation des services de registre au <http://www.icann.org/en/registries/rsep/rsep.html>, tel que ladite politique peut être amendée de temps à autre conformément aux règlements de l'ICANN (tels qu'amendés de temps à autre, les «règlements de l'ICANN» applicables aux politiques consensuelles (la «RSEP»). L'opérateur de registre peut offrir un service supplémentaire seulement avec une approbation écrite de l'ICANN. À sa discrétion, l'ICANN peut exiger un amendement au présent accord reflétant la fourniture de tout service supplémentaire approuvé selon la RSEP. La forme de cet amendement sera raisonnablement acceptable par les parties.

**2.2 Conformité aux politiques consensuelles et politiques provisoires.** L'opérateur de registre doit appliquer et être conforme à toutes les politiques consensuelles et politiques provisoires sur la page <<http://www.icann.org/general/consensus-policies.htm>>, à compter de la date d'entrée en vigueur, et pouvant être élaborées et adoptées par la suite conformément aux règlements de l'ICANN à condition que ces politiques consensuelles et ces politiques provisoires futures soient adoptées conformément à la procédure et aient trait à ces sujets, sous réserve des restrictions prévues à [voir *spécification 1*]\* («spécification 1 »).

**2.3 Dépôt de données.** L'opérateur de registre devra être conforme aux procédures de dépôt de données des registres définies à [voir *spécification 2*]\*.

**2.4 Élaboration de rapports mensuels.** Dans les vingt (20) jours suivant la fin de chaque mois calendaire, l'opérateur de registre devra envoyer à l'ICANN un rapport dans le format indiqué dans la spécification à [voir *spécification 3*]\*.

**2.5 Publication des données d'enregistrement.** L'opérateur de registre devra fournir un accès public aux données d'enregistrement conformément à la spécification indiquée à [voir *spécification 4*]\* («spécification 4 »).

**2.6 Noms réservés.** Sauf dans la mesure où l'ICANN l'autoriserait expressément par écrit, l'opérateur de registre devra se conformer aux restrictions sur l'enregistrement de chaînes de caractères présentées à [voir *spécification 5*]\* («spécification 5 »). L'opérateur de registre peut établir, à sa discrétion, des politiques concernant la réservation ou la restriction de certaines chaînes de caractères supplémentaires dans le TLD. Si l'opérateur de registre est le titulaire de tous noms de domaine dans le registre TLD (autre que les réservations de deuxième niveau pour les opérations de registre de la Spécification 5), de tels enregistrements doivent être faits par le biais d'un bureau d'enregistrement accrédité par l'ICANN. De tels enregistrements seront considérés des transactions (telles que définies à la section 6.1) afin de calculer les frais de transaction du niveau de registre qui doivent être payés à l'ICANN par l'opérateur de registre conformément à la section 6.1.

\* Le texte final sera affiché sur le site web de l'ICANN; les références au contrat seront remplacées par un hyperlien.

**2.7 Spécifications fonctionnelles et d'exécution.** Les spécifications fonctionnelles et d'exécution pour le fonctionnement du TLD seront telles qu'exposées dans la spécification à [voir spécification 6]\*. L'opérateur de registre devra respecter et conserver les enregistrements techniques et opérationnels de manière à démontrer la conformité avec les spécifications pendant au moins un an, pour chaque année civile tout au long de la validité de l'accord.

**2.8 Protection des droits des tiers.** L'opérateur de registre doit définir et se conformer à un processus et des procédures de lancement du TLD ainsi qu'une protection continue des droits des tiers et une protection relative à l'enregistrement initial tel que décrit dans la spécification à [voir spécification 7]\* (spécification 7 »). L'opérateur de registre peut, à son choix, mettre en œuvre des protections supplémentaire des droits de tiers reconnus par la loi. Toute modification ou tout changement des processus et procédures requis par la spécification 7 suivant la date d'entrée en vigueur devra être préalablement accepté par l'ICANN par écrit. L'opérateur de registre doit respecter toutes les décisions prises par l'ICANN conformément à la section 2 de la spécification 7, sous réserve du droit de l'opérateur de registre de contester de telles décisions tel qu'exposé dans la procédure de candidature.

## **2.9 Bureaux d'enregistrement**

**(a)** L'opérateur de registre doit utiliser exclusivement des bureaux d'enregistrement accrédités par l'ICANN pour l'enregistrement de noms de domaine. L'opérateur de registre doit fournir un accès non discriminatoire aux services de registre à tous les bureaux d'enregistrement accrédités par l'ICANN qui signent et sont conformes au contrat registre-bureau d'enregistrement de l'opérateur de registre pour le TLD. L'opérateur de registre doit utiliser un accord uniforme non discriminatoire avec tous les bureaux d'enregistrement autorisés à enregistrer des noms dans le TLD, à condition qu'un tel accord puisse décrire les critères non discriminatoires pour la qualification à l'enregistrement de noms dans le TLD qui soient raisonnablement liés au fonctionnement adéquat du TLD. Un tel accord peut être occasionnellement révisé par l'opérateur de registre, à condition, toutefois, que ces révisions aient été approuvées par l'ICANN au préalable.

**(b)** Si l'opérateur de registre (i) devient un affilié ou un revendeur d'un bureau d'enregistrement accrédité par l'ICANN, ou (ii) sous-traite la fourniture de tous services de registre à un bureau d'enregistrement accrédité par l'ICANN, bureau d'enregistrement, revendeur ou autre de leurs affiliés respectifs, alors, que ce soit dans le cas (i) ou (ii) ci-dessus, l'opérateur de registre préviendra rapidement l'ICANN de ce contrat, de cette transaction ou autre disposition qui aura résulté en une telle affiliation, relation de revendeur ou sous-contrat, selon le cas. L'ICANN se réserve le droit, mais pas l'obligation de renvoyer un tel contrat ou une telle transaction ou autre disposition aux autorités de concurrence compétentes dans le cas où l'ICANN détermine qu'un tel contrat, une telle transaction ou autre disposition peut soulever des questions de concurrence.

**(c)** aux fins du présent accord : (i) « Affilié » signifie une personne ou une entité qui, directement ou indirectement, à travers un ou plusieurs intermédiaires, contrôle, est contrôlée par ou se trouve sous contrôle commun avec la personne ou l'entité définie, et (ii) « contrôle » (y compris les termes « contrôlé par » et « sous contrôle commun avec ») signifie la possession, directement ou indirectement, du pouvoir de diriger ou de provoquer la direction de la gestion ou des politiques d'une personne ou d'une entité, que ce soit par la possession de titres de placement, en tant que fiduciaire ou liquidateur, par le fait d'être employé ou membre d'un conseil d'administrateur ou autre organe équivalent, par contrat, par accord de crédit ou autrement.

\* Le texte final sera affiché sur le site web de l'ICANN; les références au contrat seront remplacées par un hyperlien.

## 2.10 Prix pour les services de registre.

(a) Concernant les enregistrements initiaux de noms de domaine, l'opérateur de registre doit signaler au préalable par écrit, à chaque bureau d'enregistrement accrédité par l'ICANN et qui a exécuté le contrat registre-bureau d'enregistrement de l'opérateur de registre, toute augmentation de prix (y compris celle résultant de l'élimination de tous remboursements, rabais, remise, lien pour produit ou tout autre programme qui avait pour effet de réduire le prix facturé aux bureaux d'enregistrement, sauf si de tels remboursements, rabais, remises, liens pour produits ou autres programmes sont de durée limitée clairement et bien en évidence indiqués au bureau d'enregistrement lorsqu'ils sont offerts) pas moins de trente (30) jours civils. L'opérateur de registre doit offrir aux bureaux d'enregistrement la possibilité d'obtenir des enregistrements initiaux de noms de domaine pour des périodes de un à dix ans à la discrétion du bureau d'enregistrement. Les périodes ne peuvent toutefois pas dépasser dix ans.

(b) Concernant le renouvellement d'enregistrements de noms de domaine, l'opérateur de registre doit signaler au préalable par écrit à chaque bureau d'enregistrement accrédité par l'ICANN et qui a exécuté le contrat registre-bureau d'enregistrement de l'opérateur de registre toute augmentation de prix (y compris celle résultant de l'élimination de tous remboursements, rabais, remise, lien pour produit ou tout autre programme qui avait pour effet de réduire le prix facturé aux bureaux d'enregistrement) pas moins de cent quatre-vingt (180) jours civils. Nonobstant ce qui a été mentionné, concernant le renouvellement d'enregistrements de noms de domaine : (i) l'opérateur de registre doit seulement fournir un avis de trente (30) jours civils pour toute augmentation de prix si le prix qui en résulte est inférieur ou égal au prix pour lequel l'opérateur de registre a émis un avis au cours des douze (12) derniers mois, et (ii) l'opérateur de registre ne doit pas fournir d'avis d'augmentation pour l'imposition de frais variables de niveau de registre décrits dans la section 6.3. L'opérateur de registre doit offrir aux bureaux d'enregistrement la possibilité d'obtenir des renouvellements d'enregistrements de domaines au prix courant (c'est-à-dire le prix en place avant toute augmentation annoncée) pour des périodes de un à dix ans, à la discrétion du bureau d'enregistrement, mais ne pouvant pas dépasser les dix ans. L'opérateur de registre pratiquera des prix uniformes pour les renouvellements d'enregistrements (c'est-à-dire le prix pour chaque renouvellement d'enregistrement de nom de domaine doit être identique au prix de tous les autres renouvellements d'enregistrements de noms de domaine et ce prix doit prendre en compte l'application universelle de tous remboursements, rabais, remises, liens à des produits ou autres programmes), à moins que le bureau d'enregistrement n'ait fourni à l'opérateur de registre des documents qui démontrent que le titulaire du nom de domaine en question accepte expressément dans son accord d'enregistrement avec le bureau d'enregistrement un prix de renouvellement plus élevé lors de l'enregistrement initial du nom de domaine suite à une divulgation claire et bien en évidence d'un tel prix de renouvellement au titulaire du nom de domaine concerné.

(c) L'opérateur de registre doit fournir un service de consultation DNS par requête publique pour le TLD (en d'autres termes, gérer les serveurs de zone TLD du registre) à ses propres frais.

**2.11 Contrôles contractuels et opérationnels de conformité.** L'ICANN peut de temps en temps (pas plus de deux fois par année civile) mener, ou embaucher un tiers pour mener des audits de conformité contractuelle afin de vérifier la conformité de l'opérateur de registre avec ses affirmations et garanties définies dans l'article 1 du présent accord et ses engagements définis dans l'article 2 du présent accord. Ces audits doivent être adaptés aux fins spécifiques d'évaluation de la conformité et l'ICANN (a) transmettra un préavis raisonnable concernant la réalisation d'un tel audit, le préavis devant préciser en détail les catégories de documents, données et autres informations requises par l'ICANN, et (b) déploiera des efforts commercialement raisonnables pour mener cet audit de manière qui ne perturbe pas de manière non raisonnable le fonctionnement de l'opérateur de registre. Dans le cadre d'un tel audit de conformité contractuelle et sur demande de l'ICANN, l'opérateur de registre devra fournir dans les délais

\* Le texte final sera affiché sur le site web de l'ICANN; les références au contrat seront remplacées par un hyperlien.

tous les documents, données et autres informations nécessaires afin de démontrer la conformité de l'opérateur de registre avec cet accord. Après un préavis d'au moins cinq (5) jours ouvrables (sauf convenu autrement par l'opérateur de registre), l'ICANN peut, dans le cadre d'un audit de conformité contractuelle, mener des visites sur le terrain pendant les heures d'ouverture normales afin de vérifier la conformité de l'opérateur de registre avec ses affirmations et garanties définies dans l'article 1 du présent accord et ses engagements définis dans l'article 2 du présent accord. Ces audits sont effectués aux frais de l'ICANN à moins que (i) l'opérateur de registre (A) ne contrôle, ne soit contrôlé ou ne soit sous contrôle commun ou ne soit autrement affilié à un bureau d'enregistrement accrédité par l'ICANN ou un revendeur de bureau d'enregistrement ou un de leurs affiliés respectifs, ou (B) n'ait sous-traité la fourniture de services de registre à un bureau d'enregistrement accrédité par l'ICANN ou un revendeur de bureau d'enregistrement ou un de leurs affiliés respectifs, et que l'audit n'ait rapport à la conformité de l'opérateur de registre à la section 2.14, ou (ii) l'audit ne soit réalisé en raison de différences dans les frais payés par l'opérateur de registre, ces frais représentant plus de 5% et étant faits au détriment de l'ICANN. Dans l'un des cas (i) ou (ii) ci-dessus, l'opérateur de registre devra rembourser l'ICANN pour les coûts et dépenses associés à un tel audit. Le remboursement sera payé avec le prochain paiement des frais de niveau de registre qui sont dus après la date de transmission de la déclaration des coûts pour l'audit. Nonobstant ce qui précède, s'il est constaté que l'opérateur de registre n'est pas en conformité avec ses affirmations et garanties définies dans l'article 1 du présent accord ou ses engagements définis dans l'article 2 du présent accord dans le cadre de deux audits consécutifs réalisés conformément à la section 2.11, l'ICANN peut augmenter le nombre de ces audits à un audit par trimestre civil. L'opérateur de registre préviendra immédiatement l'ICANN du démarrage de l'une quelconque des procédures mentionnées dans la section 4.3(d) ou de l'occurrence de l'une des affaires spécifiées dans la section 4.3(f).

**2.12 Instrument d'opérations continues.** L'opérateur de registre doit respecter les termes et conditions portant sur l'instrument d'opérations continues décrit dans la spécification à [voir spécification 8].

**2.13 Transition d'urgence.** L'opérateur de registre convient que dans le cas où l'une quelconque des fonctions de registre décrites dans la section 5 de la spécification 6 serait défaillante pendant une période plus longue que le seuil d'urgence relatif à cette fonction et décrit dans la section 5 de la spécification 6, l'ICANN peut désigner un opérateur de registre provisoire d'urgence pour le TLD (un « opérateur d'urgence ») conformément au processus de transition de registre de l'ICANN (disponible à \_\_\_\_\_) (tel qu'amendé de temps en temps, le « processus de transition de registre ») jusqu'à ce que l'opérateur de registre ait démontré à la satisfaction raisonnable de l'ICANN qu'il peut reprendre la gestion du registre pour le TLD sans nouvelle occurrence d'une telle défaillance. Suite à cette démonstration, l'opérateur de registre peut suivre la transition inverse vers l'exploitation du registre pour le TLD conformément aux procédures définies dans le processus de transition de registre, à condition que l'opérateur de registre paie tous les frais raisonnables encourus (i) par l'ICANN comme résultat de la désignation de l'opérateur d'urgence et (ii) par l'opérateur d'urgence en rapport avec l'exploitation du registre pour le TLD, les frais devant être justifiés en détail suffisant dans les livres qui seront mis à la disposition de l'opérateur de registre. Au cas où l'ICANN désignerait un opérateur d'urgence conformément à cette section 2.13 et au processus de transition de registre, l'opérateur de registre devra fournir à l'ICANN ou à l'opérateur d'urgence toutes les données (y compris les données déposées conformément à la section 2.3) concernant les opérations du registre pour le TLD nécessaires afin de maintenir les opérations et fonctions de registre et qui pourraient être requises par l'ICANN ou l'opérateur d'urgence en question. L'opérateur de registre convient que l'ICANN peut procéder aux changements qu'elle considère nécessaires de la base de données IANA pour le DNS et les enregistrements WHOIS concernant le TLD dans le cas où un opérateur d'urgence serait désigné

\* Le texte final sera affiché sur le site web de l'ICANN; les références au contrat seront remplacées par un hyperlien.

conformément à la section 2.13. De plus, dans le cas d'une telle défaillance, l'ICANN conservera et pourra appliquer ses droits au titre de l'instrument d'opérations continues et de l'instrument alternatif, le cas échéant.

**2.14 Code de conduite du registre.** L'opérateur de registre doit se conformer au code de conduite de registre tel qu'exposé dans la spécification à [voir spécification 9].

**2.15 Note : à l'attention des TLD communautaires uniquement] Obligations de l'opérateur de registre envers la communauté du TLD.** L'opérateur de registre doit établir des politiques d'enregistrement en conformité avec la candidature soumise pour le TLD, concernant : (i) les conventions d'attribution de noms dans le TLD, (ii) les conditions d'enregistrement des membres de la communauté du TLD, et (iii) l'utilisation des noms de domaine enregistrés conformément à l'objectif énoncé du TLD communautaire. L'opérateur de registre doit gérer le TLD de manière à permettre à la communauté de discuter et de participer à l'élaboration et à la modification des politiques et des pratiques relatives au TLD. L'opérateur de registre doit établir des procédures d'application des politiques du TLD et de résolution des conflits sur la conformité avec les politiques d'enregistrement du TLD et doit les faire appliquer. L'opérateur de registre accepte de mettre en œuvre et d'être lié par la procédure de résolution de litiges et des restrictions du registre décrite à [insert applicable URL] quant aux litiges résultant conformément à la présente section 2.15.

## ARTICLE 3.

### ENGAGEMENTS DE L'ICANN

L'ICANN s'engage et convient avec l'opérateur de registre, comme suit :

**3.1 Ouverture et transparence.** Conformément à sa mission et ses valeurs fondamentales, l'ICANN doit fonctionner de manière ouverte et transparente.

**3.2 Équité de traitement.** L'ICANN ne doit pas appliquer les normes, les politiques, les procédures ou les pratiques de façon arbitraire ou inéquitable ou sans justification et ne doit pas traiter un opérateur de registre de façon particulière à moins que cela ne soit justifié par un motif sérieux ou raisonnable.

**3.3 Serveurs de noms TLD.** L'ICANN déploiera des efforts raisonnables à échelle commerciale pour garantir que tous les changements dans la désignation des serveurs de noms soumis à l'ICANN par l'opérateur de registre (dans le format et d'après les éléments techniques exigés par l'ICANN sur <http://www.iana.org/domains/root/>) soient exécutés par l'ICANN dans un délai de sept (7) jours civils ou aussi rapidement que possible après les vérifications techniques.

**3.4 Publication des informations sur la zone racine.** La publication par l'ICANN des coordonnées des contacts de la zone racine pour le TLD comportera l'opérateur de registre et ses contacts administratifs et techniques. Toute demande visant à modifier les coordonnées de l'opérateur de registre doit être réalisée dans le format défini de temps à autre par l'ICANN sur <http://www.iana.org/domains/root/>.

**3.5 Base de données racine officielle.** Dans la mesure où l'ICANN est autorisée à définir des politiques concernant un système de serveurs racine officiel, l'ICANN déploiera des efforts raisonnables à échelle commerciale pour (a) garantir que la racine officielle pointerait vers les serveurs de noms de domaine de premier niveau désignés par l'opérateur de registre pour le TLD, (b) maintiendra une

\* Le texte final sera affiché sur le site web de l'ICANN; les références au contrat seront remplacées par un hyperlien.

base de données stable, sécurisée et officielle publiquement disponible comportant les informations pertinentes au TLD, conformément aux politiques et procédures de l'ICANN publiquement disponibles, et (c) coordonnera le système de serveur racine officiel afin qu'il soit exploité et maintenu de manière stable et sécurisée.

## ARTICLE 4.

### DURÉE ET RÉSILIATION

**4.1 Durée.** La durée de cet accord est fixée à dix (10) ans à compter de la date d'entrée en vigueur (la durée peut être prolongée selon la section 4.2, la « durée »).

#### 4.2 Renouvellement.

(a) Cet accord sera renouvelé pour des périodes successives de dix ans à partir de l'expiration de la durée initiale établie à la section 4.1 et de chaque durée successive à moins que :

(i) Suite à un avis de l'ICANN adressé à l'opérateur de registre concernant une infraction substantielle et fondamentale des engagements de l'opérateur de registre établis à l'article 2 ou à un manquement à ses obligations de paiement établies à l'article 6 de cet accord. Un tel avis doit inclure les détails du manquement présumé et si ce manquement n'est pas réparé trente (30) jours civils suivant l'avis, (A) un arbitre ou une cour de justice a finalement décidé que l'opérateur de registre a enfreint de façon substantielle et fondamentale à ses engagements ou est en manquement à ses obligations de paiement, et (B) l'opérateur de registre ne s'est pas conformé à la décision et n'a pas remédié au manquement dans les dix (10) jours civils ou toute autre période définie par l'arbitre ou la cour de justice; ou

(ii) Durant la période de validité alors en cours, un arbitre constate que l'opérateur de registre (selon la section 5.2 de cet accord) a contrevenu, au moins à trois (3) occasions différentes et de manière fondamentale (qu'il ait remédié ou non au manquement) à ses engagements établis à l'article 2 ou qu'il a manqué à ses obligations de paiement selon l'article 6 du présent accord.

(b) S'il y a occurrence des événements décrits à la section 4.2(a)(i) ou (ii), l'accord sera résilié à l'expiration de la période de validité alors en cours.

#### 4.3 Résiliation par l'ICANN.

(a) L'ICANN peut, sur préavis adressé à l'opérateur de registre, résilier cet accord si: (i) l'opérateur de registre ne remédie pas à (A) tout manquement fondamental et substantiel quant aux affirmations et garanties établies à l'article 1 ou aux engagements de l'opérateur de registre établis à l'article 2 ou à (B) tout manquement aux obligations de paiement de l'opérateur de registre établies à l'article 6 du présent accord et ce, dans les trente (30) jours suivant le préavis adressé par l'ICANN à l'opérateur de registre relativement au manquement en question, le préavis devant préciser les détails du manquement présumé, (ii) un arbitre ou une cour de justice a finalement décidé que l'opérateur de registre a contrevenu de manière fondamentale et substantielle à ses engagements ou est en manquement à ses obligations de paiement et (iii) l'opérateur de registre ne s'est pas conformé à la décision et n'a pas remédié au manquement dans les dix (10) jours civils ou toute période définie par l'arbitre ou la cour de justice.

\* Le texte final sera affiché sur le site web de l'ICANN; les références au contrat seront remplacées par un hyperlien.



(b) L'ICANN peut, suite à un préavis adressé à l'opérateur de registre, résilier cet accord si l'opérateur de registre ne complète pas tous les essais et procédures (identifiés par l'ICANN par écrit avant cette date) pour la délégation du TLD dans la zone racine dans un délai de 12 mois suivant la date d'entrée en vigueur. L'opérateur de registre peut demander une prolongation de 12 mois supplémentaires pour la délégation s'il est en mesure de démontrer, à la satisfaction raisonnable de l'ICANN, que l'opérateur de registre travaille diligemment et de bonne foi afin de compléter les étapes nécessaires pour la délégation du TLD. Tous les frais payés par l'opérateur de registre à l'ICANN avant une telle date de résiliation seront totalement retenus par l'ICANN.

(c) L'ICANN peut, suite à un préavis adressé à l'opérateur de registre, résilier cet accord si (i) l'opérateur de registre ne remédie pas à un manquement substantiel aux obligations d'opérateur de registre définies à la section 2.12 de cet accord, dans un délai de trente (30) jours civils suivant le préavis de l'ICANN quant au manquement en question ou, si l'instrument d'opérations continues n'est pas en place pendant plus de soixante (60) jours civils consécutifs à un moment quelconque suivant la date d'entrée en vigueur, (ii) un arbitre ou une cour de justice a finalement décidé que l'opérateur de registre est en manquement substantiel à de tels engagements, et (iii) l'opérateur de registre ne remédie pas au manquement en question dans un délai de dix (10) jours civils ou toute autre période éventuellement définie par l'arbitre ou la cour de justice.

(d) L'ICANN peut, suite à un préavis adressé à l'opérateur de registre, résilier cet accord si (i) l'opérateur de registre procède à une cession en faveur de ses créiteurs ou à une action similaire, (ii) une procédure de saisie-exécution, saisie-arrêt ou similaire est engagée contre l'opérateur de registre et n'est pas rejetée dans les trente (30) jours à compter de son initiation, (iii) un fiduciaire, un curateur, un liquidateur ou équivalent est affecté à la place de l'opérateur de registre ou maintient le contrôle sur les biens de l'opérateur de registre, (iv) une poursuite par voie de saisie est imposée sur des biens de l'opérateur de registre, (v) des procédures sont engagées par ou contre l'opérateur de registre au titre des lois régissant la faillite, l'insolvabilité, la réorganisation ou autres pour le remboursement de débiteurs et de telles procédures ne sont pas rejetées dans les trente (30) jours à compter de leur initiation, ou (vi) l'opérateur de registre fait une demande de protection selon le code des États-Unis sur la faillite, 11 U.S.C. section 101 et suivantes, ou un code étranger équivalent ou liquide, dissout ou interrompt autrement ses activités ou l'exploitation du TLD.

(e) L'ICANN peut, suite à un préavis de trente (30) jours civils adressé à l'opérateur de registre, résilier cet accord conformément à la section 2 de la spécification 7, sous réserve du droit de l'opérateur de registre de contester une telle résiliation tel que décrit dans la procédure applicable.

(f) L'ICANN peut, suite à un préavis adressé à l'opérateur de registre, résilier cet accord si (i) l'opérateur de registre emploie un cadre qui a été reconnu coupable de crime ou de délit lié à des activités financières, ou est jugé par un tribunal de juridiction compétente coupable de fraude ou de manquement à un devoir fiduciaire, ou fait l'objet d'une décision judiciaire que l'ICANN considère étant substantiellement équivalente à l'un des cas ci-dessus, ou (ii) un membre du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent de l'opérateur de registre est reconnu coupable de crime ou de délit lié à des activités financières, ou est jugé par un tribunal de juridiction compétente coupable de fraude ou de manquement à un devoir fiduciaire, ou fait l'objet d'une décision judiciaire que l'ICANN considère comme substantiellement équivalente à l'un des cas ci-dessus.

(g) *[uniquement applicable aux organisations intergouvernementales ou aux entités gouvernementales]*. L'ICANN peut résilier cet accord conformément à la section 7.14.

#### 4.4 Résiliation par l'opérateur de registre

(a) L'opérateur de registre peut résilier cet accord suite à un préavis transmis à l'ICANN si, (i) l'ICANN ne répare pas tout manquement substantiel et fondamental à ses engagements établis à l'article 3, dans les trente (30) jours civils suivant le préavis concernant le manquement en question, ce préavis devant inclure tous les détails relatifs au manquement présumé, (ii) un arbitre ou une cour de justice a finalement décidé que l'ICANN se trouve en manquement substantiel et fondamental à ces engagements, et (iii) l'ICANN n'a pas respecté ladite décision et n'a pas remédié au manquement en question dans un délai de dix (10) jours civils ou toute autre période définie par l'arbitre ou la cour de justice.

(b) L'opérateur de registre peut résilier cet accord pour toute raison suite à un préavis adressé à l'ICANN cent quatre-vingts (180) jours civils à l'avance.

**4.5 Transition de registre suite à la résiliation de l'accord.** A l'expiration de la durée et conformément à la section 4.1 ou la section 4.2 ou de la résiliation de cet accord conformément à la section 4.3 ou la section 4.4, l'opérateur de registre fournira à l'ICANN ou tout opérateur de registre successeur désigné par l'ICANN pour le TLD, toutes les données (incluant les données déposées conformément à la section 2.3) relatives aux opérations du registre pour le TLD et nécessaires au maintien des opérations et des fonctions de registre qui peuvent être raisonnablement demandées par l'ICANN ou par l'opérateur de registre successeur. Après consultation auprès de l'opérateur de registre, l'ICANN déterminera, à sa seule discrétion et conformément au processus de transition, s'il y aura transition de l'opération du TLD à un opérateur de registre successeur. L'opérateur de registre convient que l'ICANN peut procéder aux changements de la base de données IANA pour le DNS et des enregistrements WHOIS qu'elle considère nécessaires concernant le TLD en cas de transition du TLD conformément à cette section 4.5. De plus, l'ICANN ou l'entité désignée par l'ICANN, conservera et peut renforcer ses droits au titre de l'instrument d'opérations continues ou de l'instrument alternatif, le cas échéant, indépendamment de la raison de l'expiration ou de la résiliation du présent accord.

*[Texte alternatif pour la section 4.5 Transition de registre suite à la résiliation de l'accord, pour les organisations intergouvernementales ou les entités gouvernementales ou dans d'autres circonstances spéciales :*

« **Transition de registre suite à la résiliation de l'accord.** A l'expiration de la durée et conformément à la section 4.1 ou la section 4.2 ou de la résiliation de cet accord conformément à la section 4.3 ou la section 4.4, en rapport avec la désignation par l'ICANN d'un opérateur de registre successeur pour le TLD, l'opérateur de registre et l'ICANN conviennent de se consulter et de coopérer afin de faciliter et de mettre en œuvre la transition du TLD selon cette section 4.5. Après consultation avec l'opérateur de registre, l'ICANN décidera ou non de procéder à la transition de l'opération du TLD à un opérateur de registre successeur, à sa seule discrétion et conformément au processus de transition de registre. Dans le cas où l'ICANN déciderait de procéder à la transition de l'opération du TLD à un opérateur de registre successeur, suite au consentement de l'opérateur de registre (consentement qui ne sera pas de façon déraisonnable refusé, retardé ou accordé sous conditions) l'opérateur de registre fournira à l'ICANN ou tout opérateur de registre successeur pour le TLD, toutes les données relatives aux opérations du TLD et nécessaires au maintien des opérations et des fonctions de registre qui peuvent être raisonnablement demandées par l'ICANN ou par l'opérateur de registre successeur en plus des données déposées selon la section 2.3. Dans le cas où l'opérateur de registre ne consent pas à fournir ces données, toutes données de registre liées au TLD seront rendues à l'opérateur de registre, sauf si convenu autrement entre les parties. L'opérateur de registre convient que l'ICANN peut procéder aux changements

\* Le texte final sera affiché sur le site web de l'ICANN; les références au contrat seront remplacées par un hyperlien.

de la base de données IANA pour le DNS et des enregistrements WHOIS qu'elle considère nécessaires concernant le TLD en cas de transition du TLD conformément à cette section 4.5. »].

**4.6 Résultat de la résiliation.** A l'expiration de la durée ou à la résiliation de cet accord, les obligations et les droits des parties contractantes de l'accord cesseront, à condition qu'une telle expiration ou résiliation de cet accord ne libère pas les parties de toute obligation ou manquement à cet accord, existant avant l'expiration ou la résiliation incluant mais sans y être limité, toutes les obligations de paiement accumulées et résultant de l'article 6. De plus, les articles 5 et 7 ainsi que les sections 2.12, 4.5 et la présente section 4.6 survivront à l'expiration ou résiliation du présent accord. Pour éviter tout doute, les droits de l'opérateur de registre en matière d'exploitation du registre pour le TLD cesseront immédiatement à l'expiration de la durée ou à la résiliation du présent accord.

## ARTICLE 5.

### RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

**5.1 Engagement de coopération.** Avant que l'une ou l'autre partie n'entame un arbitrage conformément à la section 5.2 ci-dessous, l'ICANN et l'opérateur de registre, après un engagement d'échanges de bonne foi entre les parties, doivent essayer de résoudre le litige en instaurant une discussion de bonne foi sur une période d'au moins quinze (15) jours civils.

**5.2 Arbitrage.** Les litiges émanant du présent accord ou ayant un rapport avec lui, y compris les demandes d'exécution particulière, seront résolus à travers un arbitrage exécutoire mené conformément aux règles de la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale. L'arbitrage sera réalisé en anglais et aura lieu dans le Comté de Los Angeles, en Californie. Tout arbitrage aura lieu face à un arbitre unique sauf si (i) l'ICANN demande des dommages-intérêts punitifs ou exemplaires, ou des sanctions opérationnelles, ou (ii) les parties conviennent par écrit d'un plus grand nombre d'arbitres. Dans l'un quelconque des deux cas (i) ou (ii) de la phrase précédente, l'arbitrage aura lieu face à trois arbitres, chacune des parties ayant choisi un arbitre et les deux arbitres choisis choisissant le troisième arbitre. Afin d'accélérer l'arbitrage et d'en limiter les coûts, l'arbitre ou les arbitres établiront des limites en matière de pages de dossier liées à l'arbitrage et, si l'arbitre décide qu'une audience est nécessaire, la durée de l'audience sera limitée à un (1) jour civil, à condition que chaque arbitrage dans le cadre duquel l'ICANN demande des dommages-intérêts punitifs ou exemplaires ou des sanctions opérationnelles, l'audience puisse être prolongée d'un nombre de jours supplémentaires si convenu par les parties. La partie gagnante dans l'arbitrage aura le droit de récupérer ses frais et les honoraires raisonnables de son avocat que l'arbitre ou les arbitres devront inclure dans la décision définitive. Dans toute procédure, l'ICANN peut demander aux arbitres désignés de décider de dommages-intérêts exemplaires ou punitifs, ou de sanctions opérationnelles (notamment, sans s'y limiter, un ordre temporaire limitant le droit de vente de nouveaux enregistrements de l'opérateur de registre) dans le cas où les arbitres constateraient que l'opérateur de registre avait été à plusieurs reprises et délibérément en manquement fondamental ou substantiel aux obligations établies aux articles 2 et 6 ou à la section 5.4 du présent accord. Dans tout litige impliquant l'ICANN et concernant le présent accord, la juridiction ainsi que le lieu exclusif du déroulement de l'arbitrage d'un tel litige relèveront d'un tribunal du Comté de Los Angeles, en Californie ; toutefois, les parties auront également le droit d'appliquer le jugement de ce tribunal dans toute juridiction compétente.

***[Texte alternatif pour la section 5.2 Arbitrage, pour les organisations intergouvernementales ou les entités gouvernementales ou dans d'autres circonstances spéciales :***

\* Le texte final sera affiché sur le site web de l'ICANN; les références au contrat seront remplacées par un hyperlien.

**Arbitrage.** Les litiges émanant du présent accord ou ayant un rapport avec lui, y compris les demandes d'exécution particulière, seront résolus à travers un arbitrage exécutoire mené conformément aux règles de la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale. L'arbitrage sera réalisé en anglais et aura lieu à Genève, en Suisse, sauf si un autre lieu est mutuellement convenu par l'opérateur de registre et l'ICANN. Tout arbitrage aura lieu face à un arbitre unique sauf si (i) l'ICANN demande des dommages-intérêts punitifs ou exemplaires, ou des sanctions opérationnelles, ou (ii) les parties conviennent par écrit d'un plus grand nombre d'arbitres. Dans l'un quelconque des deux cas (i) ou (ii) de la phrase précédente, l'arbitrage aura lieu face à trois arbitres, chacune des parties ayant choisi un arbitre et les deux arbitres choisis choisissant le troisième arbitre. Afin d'accélérer l'arbitrage et d'en limiter les coûts, l'arbitre ou les arbitres établiront des limites en matière de pages de dossier liées à l'arbitrage et, si l'arbitre ou les arbitres décident qu'une audience est nécessaire, la durée de l'audience sera limitée à un (1) jour civil, à condition que chaque arbitrage dans le cadre duquel l'ICANN demande des dommages-intérêts punitifs ou exemplaires ou des sanctions opérationnelles, l'audience puisse être prolongée d'un nombre de jours supplémentaires si convenu par les parties. La partie gagnante dans l'arbitrage aura le droit de récupérer ses frais et les honoraires raisonnables de son avocat que l'arbitre ou les arbitres devront inclure dans la décision définitive. Dans toute procédure, l'ICANN peut demander à ce que les arbitres désignés décident de dommages-intérêts exemplaires ou punitifs, ou de sanctions opérationnelles (notamment, sans s'y limiter, un ordre temporaire limitant le droit de vente de nouveaux enregistrements de l'opérateur de registre) dans le cas où les arbitres constatent que l'opérateur de registre avait été à plusieurs reprises et délibérément en manquement fondamental ou substantiel aux obligations établies aux articles 2 et 6 ou à la section 5.4 du présent accord. Dans tout litige impliquant l'ICANN et concernant le présent accord, la juridiction ainsi que le lieu exclusif du déroulement de l'arbitrage d'un tel litige relèveront d'un tribunal situé à Genève, en Suisse, sauf si un autre lieu est mutuellement convenu par l'opérateur de registre et l'ICANN ; toutefois, les parties auront également le droit d'appliquer le jugement de ce tribunal dans toute juridiction compétente ».]

**5.3 Limites de responsabilité.** Le cumul des responsabilités pécuniaires de l'ICANN pour violation du présent accord ne dépassera pas un montant égal aux frais versés au niveau du registre par l'opérateur de registre à l'ICANN au cours de la période précédente de douze mois conformément à cet accord (à l'exception des éventuels frais variables au niveau du registre indiqués dans la section 6.3, le cas échéant). Le cumul des responsabilités pécuniaires de l'opérateur de registre pour manquement au présent accord sera limité à un montant égal aux frais versés à l'ICANN au cours de la période précédente de douze mois (à l'exception des éventuels frais variables au niveau du registre indiqués dans la section 6.3), et aux éventuels dommages-intérêts exemplaires et punitifs, conformément à la section 5.2. En aucun cas une partie ne peut être tenue responsable des dommages spéciaux, punitifs ou exemplaires ou indirects résultant ou en connexion avec le présent accord ou l'exécution ou la non exécution d'obligations entreprises dans le cadre de cet accord, sauf tel que spécifié à la section 5.2. Sauf tel qu'autrement stipulé dans cet accord, les parties nient toute garantie, formelle ou implicite, par rapport aux services rendus par lesdites parties, leurs fonctionnaires ou agents, ou aux résultats obtenus de leur travail, y compris, sans y être limités, toute garantie implicite de valeur marchande, non-infraction ou aptitude à un emploi particulier.

**5.4 Exécution spécifique.** L'opérateur de registre et l'ICANN conviennent que des dommages irréparables pourraient se produire si l'une quelconque des dispositions du présent accord n'était pas exécutée conformément à ses conditions spécifiques. Par conséquent, les parties conviennent qu'elles auront chacune le droit de réclamer de l'arbitre une exécution spécifique des conditions du présent accord (en plus de toute réparation à laquelle chaque partie a droit).

## ARTICLE 6.

### FRAIS

**6.1 Frais au niveau du registre.** L'opérateur de registre devra payer à l'ICANN des frais au niveau du registre équivalents (i) au tarif fixé pour le registre d'un montant de 6 250\$ US par trimestre civil et (ii) aux frais de transaction au niveau du registre. Les frais de transaction au niveau du registre correspondront au nombre de hausses annuelles d'un enregistrement de nom de domaine initial ou renouvelé (d'un ou plusieurs niveaux, y compris les renouvellements associés aux transferts d'un bureau d'enregistrement accrédité par l'ICANN vers un autre, chacun étant une « transaction »), au cours du trimestre civil applicable multiplié par 0,25 \$ US, à condition, toutefois, que les frais de transaction au niveau du registre ne s'appliquent pas jusqu'à ce et à moins que plus de 50 000 noms de domaine soient enregistrés dans le TLD et s'appliquent, par la suite, à chaque transaction. L'opérateur de registre devra payer les frais au niveau du registre sur une base trimestrielle et en quatre paiements égaux avant le 20e jour suivant la fin de chaque trimestre civil (par exemple les 20 avril, 20 juillet, 20 octobre et 20 janvier pour les trimestres se terminant les 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) de l'année sur un compte désigné par l'ICANN.

**6.2 Recouvrement des coûts pour le RSTEP.** Les demandes de l'opérateur de registre visant à approuver les services supplémentaires selon la section 2.1 peuvent être renvoyés par l'ICANN au Panel d'évaluation technique des services de registre (RSTEP) selon la procédure indiquée au <http://www.icann.org/en/registries/rsep/>. Dans le cas où de telles demandes sont renvoyées au RSTEP, l'opérateur de registre devra remettre à l'ICANN le tarif facturé du RSTEP dans les dix (10) jours civils à compter de la réception d'une copie de la facture du RSTEP par l'ICANN à moins que l'ICANN détermine, à sa seule discrétion, de payer tous les frais facturés pour la révision du RSTEP.

### 6.3 Frais variables au niveau du registre.

(a) Si les bureaux d'enregistrement accrédités par l'ICANN (en tant que groupe) n'acceptent pas, selon les termes de leurs accords d'accréditation de bureaux d'enregistrement avec l'ICANN, les frais d'accréditation variables établis par le Conseil d'administration de l'ICANN pour tout exercice fiscal de l'ICANN, sur livraison d'une notification de l'ICANN, l'opérateur de registre devra payer à l'ICANN des frais variables au niveau du registre qui seront payés sur une base fiscale trimestrielle et qui s'accumuleront au début de chaque trimestre fiscal de l'exercice fiscal de l'ICANN. Les frais seront calculés et facturés par l'ICANN sur une base trimestrielle et seront payés par l'opérateur de registre dans un délai de soixante (60) jours civils pour le premier trimestre de l'exercice fiscal de l'ICANN et dans un délai de vingt (20) jours civils pour chacun des autres trimestres de l'exercice fiscal de l'ICANN, à réception du montant facturé par l'ICANN. L'opérateur de registre peut facturer et percevoir les frais variables au niveau du registre des bureaux d'enregistrement qui sont parties contractantes d'un accord registre-bureau d'enregistrement avec l'opérateur de registre (cet accord pouvant spécifiquement prévoir le remboursement des frais variables au niveau du registre payés par l'opérateur de registre conformément à cette section 6.3), à condition que les frais soient facturés à tous les bureaux d'enregistrement accrédités par l'ICANN s'ils sont facturés. Les frais variables au niveau du registre, si payables à l'ICANN, seront une obligation de l'opérateur de registre et seront dus et payables tel que stipulé dans cette section 6.3 indépendamment de la capacité de l'opérateur de registre à obtenir le remboursement de ces frais de la part des bureaux d'enregistrement. Dans le cas où l'ICANN perçoit plus tard les frais variables d'accréditation pour lesquels l'opérateur de registre a payé à l'ICANN des frais variables au niveau du registre, l'ICANN remboursera l'opérateur de registre un montant approprié des frais variables au niveau du registre tel que raisonnablement déterminé par l'ICANN. Si les bureaux d'enregistrement accrédités par l'ICANN (en tant que groupe) acceptent, selon les conditions de leur

\* Le texte final sera affiché sur le site web de l'ICANN; les références au contrat seront remplacées par un hyperlien.

accord d'accréditation de bureau d'enregistrement avec l'ICANN, les frais d'accréditation variables établis par le Conseil d'administration de l'ICANN pour un exercice fiscal, l'ICANN n'aura pas droit aux frais variables au niveau du registre pour cet exercice fiscal, indépendamment du fait que les bureaux d'enregistrement accrédités par l'ICANN respectent leurs obligations de paiement envers l'ICANN au cours dudit exercice fiscal.

(b) Le montant des frais variables au niveau du registre seront spécifiés pour chaque bureau d'enregistrement et peuvent inclure une composante par bureau d'enregistrement et une composante transactionnelle. La composante des frais variables au niveau du registre par bureau d'enregistrement sera spécifiée par l'ICANN selon le budget adopté par le Conseil d'administration de l'ICANN pour chaque exercice fiscal de l'ICANN. La composante transactionnelle des frais variables au niveau du registre sera spécifiée par l'ICANN selon le budget adopté par le Conseil d'administration de l'ICANN pour chaque exercice fiscal de l'ICANN mais ne pourra pas dépasser 0,25\$ US par enregistrement de nom de domaine (incluant les renouvellements associés aux transferts d'un bureau d'enregistrement accrédité par l'ICANN à un autre) par année.

**6.4 Ajustements des frais.** Nonobstant les limites de frais établies à l'article 6, à partir de la fin de la première année de cet accord et à la fin de chaque année suivante pendant toute la durée, les frais alors établis aux sections 6.1 et 6.3 peuvent être ajustés à la discrétion de l'ICANN par un pourcentage égal au changement de pourcentage, le cas échéant, dans (i) l'index des prix pour les consommateurs urbains, moyenne des villes américaines (1982-1984 = 100) publié par le ministère du travail des États-Unis, bureau des statistiques de travail ou tout autre index suivant (le « CPI ») pour le mois qui est un (1) mois avant le début de l'année applicable, au dessus (ii) du CPI publié pour le mois qui est un (1) mois avant le début de l'année précédente. S'il y a augmentation, l'ICANN fournira un préavis à l'opérateur de registre précisant le montant d'un tel ajustement. Tout ajustement de frais selon cette section 6.4 entrera en vigueur le premier jour de l'année pour laquelle les calculs ci-haut ont été faits.

**6.5 Frais supplémentaires sur les paiements tardifs.** Pour tout retard de paiement de trente (30) jours ou plus au titre de cet accord, l'opérateur de registre devra verser des frais supplémentaires sur les paiements tardifs à hauteur de 1,5 % par mois de retard ou, pour un retard de moins d'un mois, le taux maximum autorisé par la loi en vigueur.

## ARTICLE 7.

### DIVERS

#### 7.1 Dédommagement de l'ICANN.

(a) L'opérateur de registre doit dédommager et défendre l'ICANN et ses directeurs, responsables, employés, et agents (collectivement « les indemnisés ») de et contre toutes les réclamations de tiers, dommages, responsabilités, coûts, et frais, y compris les honoraires et les frais de justice raisonnables, provenant de ou en rapport avec les droits de propriété intellectuelle par rapport au TLD, la délégation du TLD à l'opérateur de registre, le fonctionnement de l'opérateur de registre pour le TLD ou la prestation de services de registre par l'opérateur de registre ; à condition que l'opérateur de registre ne soit pas obligé de dédommager ou de défendre les indemnisés dans la mesure où la réclamation, le dommage, la responsabilité, le coût ou les frais proviennent d'un manquement de l'ICANN à l'une de ses obligations contenues dans le présent accord ou d'une inconduite volontaire de l'ICANN. Cette section ne sera pas considérée comme exigeant que l'opérateur de registre rembourse ou dédommage l'ICANN pour des coûts associés à la négociation ou l'exécution du présent accord, ou à la surveillance ou gestion des obligations respectives des parties au titre du présent accord. De plus, cette section ne s'applique pas aux

\* Le texte final sera affiché sur le site web de l'ICANN; les références au contrat seront remplacées par un hyperlien.

honoraires d'avocats en rapport avec tout litige ou arbitrage entre ou parmi les parties, ces honoraires étant régis par l'article 5 ou autrement accordés par un arbitre ou une cour de justice.

[Texte alternatif section 7.1 (a) pour les organisations intergouvernementales ou les entités gouvernementales :

« L'opérateur de registre déploiera tous ses efforts pour coopérer avec l'ICANN afin de s'assurer que l'ICANN n'encoure pas de frais associés à des réclamations, dommages, responsabilités, coûts et frais, provenant de ou en rapport avec les droits de propriété intellectuelle par rapport au TLD, la délégation du TLD à l'opérateur de registre, le fonctionnement de l'opérateur de registre pour le TLD ou la prestation de services de registre par l'opérateur de registre ; à condition que l'opérateur de registre ne soit pas obligé de fournir cette coopération dans la mesure où la réclamation, le dommage, la responsabilité, le coût ou les frais proviennent d'un manquement de l'ICANN à l'une de ses obligations contenues dans le présent accord ou d'une inconduite volontaire de l'ICANN. Cette section ne sera pas considérée comme exigeant que l'opérateur de registre rembourse ou dédommage l'ICANN pour des coûts associés à la négociation ou l'exécution du présent accord, ou à la surveillance ou gestion des obligations respectives des parties au titre du présent accord. De plus, cette section ne s'applique pas aux honoraires d'avocats en rapport avec tout litige ou arbitrage entre ou parmi les parties, ces honoraires étant régis par l'article 5 ou autrement accordés par un arbitre ou une cour de justice ».]

(b) Pour toute demande de dédommagement de l'ICANN par laquelle plusieurs opérateurs de registre (incluant l'opérateur de registre) sont impliqués dans les mêmes actions ou omissions qui ont donné lieu à la réclamation, la responsabilité cumulée de l'opérateur de registre d'indemniser l'ICANN quant à ladite réclamation, sera limitée à un pourcentage de la réclamation totale de l'ICANN. Le pourcentage sera calculé en divisant le nombre total de noms de domaine enregistrés auprès de l'opérateur de registre dans le TLD (lesquels noms enregistrés seront calculés selon l'article 6 pour tout trimestre pertinent) par le nombre total des noms de domaines enregistrés dans tous les domaines de premier niveau pour lesquels les opérateurs de registres sont engagés dans les mêmes actes ou omissions donnant lieu à la réclamation. Afin de réduire la responsabilité de l'opérateur de registre au titre de la section 7.1(a) conformément à cette section 7.1(b), l'opérateur de registre devra identifier les autres opérateurs de registre engagés dans les mêmes actions ou omissions ayant donné lieu à la réclamation, et démontrer, à la satisfaction raisonnable de l'ICANN, la culpabilité des autres opérateurs de registre quant auxdites actions et omissions. Afin d'éviter tout doute, si l'opérateur de registre est impliqué dans les mêmes actions ou omissions ayant donné lieu aux réclamations, mais que ces opérateurs de registre n'ont pas les mêmes obligations de dédommagement à l'égard de l'ICANN et tel qu'établi à la section 7.1(a) ci-haut, le nombre de domaines gérés par cet ou ces opérateur(s) de registre sera néanmoins inclus dans le calcul de la phrase précédente. [*Note : cette section 7.1(b) est inapplicable aux organisations intergouvernementales ou entités gouvernementales*].

**7.2 Procédures de dédommagement.** Si la réclamation d'un tiers dédommagée au titre de la section 7.1 ci-dessus est engagée, l'ICANN en notifiera l'opérateur de registre aussi rapidement que possible. L'opérateur de registre sera autorisé, s'il en décide ainsi, dans un avis rapidement adressé à l'ICANN, à se charger immédiatement de la justification et de l'enquête de la réclamation et à engager et à recourir à des avocats raisonnablement acceptables pour l'ICANN afin de gérer et de défendre celui-ci, aux frais de l'opérateur de registre uniquement, à condition que dans tous les cas, l'ICANN soit autorisé à contrôler, à ses propres frais et dépens, les litiges relatifs à la validité ou l'interprétation des politiques ou de la conduite de l'ICANN. L'ICANN devra coopérer, aux frais et dépens de l'opérateur de registre, à tous les égards de manière raisonnable avec l'opérateur de registre et ses avocats lors de l'enquête, du procès, de la défense de cette réclamation et de tout appel pouvant en découler, et peut, à ses propres frais et dépens, participer, à travers ses avocats ou autres, à ladite enquête, au procès et à la défense de la

\* Le texte final sera affiché sur le site web de l'ICANN; les références au contrat seront remplacées par un hyperlien.

réclamation et de tout appel pouvant en découler. Aucun règlement de réclamation qui impliquerait un recours affectant l'ICANN, autre que le paiement d'une somme d'argent d'un montant totalement indemnisé par l'opérateur de registre, ne sera conclu sans le consentement de l'ICANN. Si l'opérateur de registre n'assume pas le contrôle total de la défense d'une réclamation soumise à une telle défense conformément à cette section 7.2, l'ICANN pourra défendre la réclamation de la manière qu'elle considère juste, aux frais et dépens de l'opérateur de registre. [*Note : cette section 7.2 est inapplicable aux organisations intergouvernementales ou entités gouvernementales*].

**7.3 Définition des termes.** Pour les besoins du présent accord, les termes sécurité et stabilité sont définis comme suit:

(a) Pour les besoins du présent accord, un effet sur la « sécurité » signifie (i) la divulgation, modification, insertion ou destruction non autorisée de données d'enregistrement, ou (ii) l'accès non autorisé à ou la divulgation d'informations ou de ressources sur l'Internet par des systèmes opérant conformément à toutes les normes applicables.

(b) Pour les besoins du présent accord, un effet sur la « stabilité » se réfère à (1) un manque de conformité aux normes pertinentes applicables faisant autorité et publiées par un organe de normalisation d'Internet bien établi et reconnu tel que le Standards-Track or les RFC de meilleure pratique courante parrainées par un groupe d'ingénierie Internet (IETF) ; ou (2) la création d'une condition qui affecte défavorablement le temps de réponse et la cohérence des réponses aux serveurs Internet ou systèmes opérant selon les normes applicables faisant autorité et publiées par un organe de normalisation d'Internet bien reconnu et établi, tel que le Standards-Track or les RFC de meilleure pratique courante et dépendant des services d'approvisionnement ou d'informations déléguées de l'opérateur de registre.

**7.4 Absence de compensation.** Tous les paiements dus dans le cadre de cet accord seront effectués de manière opportune tout au long de la période de cet accord et en dépit de l'existence d'un litige en suspens (monétaire ou autre) entre l'opérateur de registre et l'ICANN.

**7.5 Changement de contrôle, transfert et sous-traitance.** Aucune des parties ne peut transférer le présent accord sans l'autorisation écrite préalable de l'autre partie, dont l'approbation ne doit pas être refusée sans motif raisonnable. En dépit des faits suscités, l'ICANN peut transférer le présent accord conjointement avec une réorganisation ou une reconstitution de l'ICANN, en une autre organisation à but non lucratif ou une entité similaire organisée dans la même juridiction légale dans laquelle l'ICANN est actuellement organisée pour le même objet ou un objet essentiellement similaire. Pour les besoins de cette section 7.5, un changement direct ou indirect de contrôle de l'opérateur de registre ou tout arrangement substantiel de sous-traitance ayant rapport avec le fonctionnement du registre pour le TLD sera considéré comme une cession. L'ICANN sera considérée comme ayant raisonnablement refusé son consentement à un tel changement direct ou indirect de contrôle ou d'arrangement de sous-traitance dans le cas où l'ICANN déciderait de manière raisonnable que la personne ou l'entité acquérant le contrôle de l'opérateur de registre ou signant un tel arrangement de sous-traitance (ou l'entité mère d'une telle entité acheteuse ou sous-traitante) ne satisfait pas les critères d'opérateur de registre adoptés par l'ICANN ou les qualifications alors en vigueur. De plus, sans limitation de ce qui précède, l'opérateur de registre doit fournir un préavis d'au moins trente (30) jours civils à l'ICANN concernant tous arrangements substantiels de sous-traitance et tout accord visant à sous-traiter des portions des opérations du TLD doit stipuler un respect de tous les engagements, obligations et accords convenus par l'opérateur de registre au titre du présent accord et l'opérateur de registre doit continuer à être lié par de tels engagements, obligations et accords. Sans limitation de ce qui précède, l'opérateur de registre devra également fournir un préavis d'au moins trente (30) jours civils à l'ICANN avant l'exécution de toute

\* Le texte final sera affiché sur le site web de l'ICANN; les références au contrat seront remplacées par un hyperlien.



transaction qui résulterait en un changement direct ou indirect de contrôle de l'opérateur de registre. L'avis d'un tel changement de contrôle doit inclure une déclaration affirmant que l'entité mère de la partie acquérant le contrôle répond aux spécifications ou politiques adoptées par l'ICANN concernant les critères d'opérateur de registre en vigueur alors et doit aussi affirmer que l'opérateur de registre respecte les obligations au titre du présent accord. Dans un délai de trente (30) jours civils suivant un tel avis, l'ICANN peut demander des informations supplémentaires à l'opérateur de registre afin d'établir la conformité avec le présent accord. Dans ce cas, l'opérateur de registre doit fournir les informations requises dans un délai de quinze (15) jours civils. Si l'ICANN omet de fournir expressément ou de refuser son consentement à un changement direct ou indirect de contrôle de l'opérateur de registre ou à un arrangement de sous-traitance substantiel dans les soixante (60) jours civils à compter de la réception d'un avis écrit d'une telle transaction de la part de l'opérateur de registre, l'ICANN sera considérée comme ayant consenti à une telle transaction.

## **7.6 Amendements et renonciations.**

(a) Si l'ICANN décide qu'un amendement du présent accord (y compris les spécifications y mentionnées) et de tous les autres accords de registre entre l'ICANN et les opérateurs de registre applicables (les « accords de registre applicables ») est souhaitable (chacun étant un « amendement spécial »), l'ICANN pourra soumettre un amendement spécial pour approbation par les opérateurs de registre applicables conformément au processus décrit à la section 7.6, à condition qu'un amendement spécial ne soit pas un amendement limité (tel que défini ci-dessous). Avant de soumettre un amendement spécial pour approbation, l'ICANN consultera d'abord en toute bonne foi le groupe de travail (tel que défini ci-dessous) concernant la forme et le fond de l'amendement spécial. La durée d'une telle consultation sera raisonnablement décidée par l'ICANN selon le contenu de l'amendement spécial. Suite à une telle consultation, l'ICANN pourra proposer l'adoption d'un amendement spécial en publiant cet amendement sur son site web pendant au moins trente (30) jours civils (la « période de publication ») et notifiera les opérateurs de registre applicables concernant cet amendement conformément à la section 7.8. L'ICANN considèrera les commentaires publics reçus concernant l'amendement spécial au cours de la période de publication (y compris les commentaires soumis par les opérateurs de registre applicables).

(b) Si, dans les deux (2) années civiles à compter de l'expiration de la période de publication (la « période d'approbation »), (i) le Conseil d'administration de l'ICANN approuve un amendement spécial (qui peut être sous une forme différente de celle soumise à la consultation publique) et (ii) un tel amendement spécial obtient l'approbation des opérateurs de registre (tel que défini ci-dessous), cet amendement spécial sera considéré comme approuvé (un « amendement approuvé ») par les opérateurs de registre applicables (la dernière date à laquelle de telles approbations sont obtenues est définie comme la « date d'approbation de l'amendement ») et sera en vigueur et considéré comme un amendement du présent accord après un préavis de soixante (60) jours civils adressé par l'ICANN à l'opérateur de registre (la « date d'entrée en vigueur de l'amendement »). Dans le cas où un amendement spécial ne serait pas approuvé par le Conseil d'administration de l'ICANN ou ne recevrait pas l'approbation des opérateurs de registre dans la période d'approbation, l'amendement spécial n'aura pas d'effet. La procédure utilisée par l'ICANN pour obtenir l'approbation des opérateurs de registre sera désignée pour documenter l'approbation écrite des opérateurs de registre applicables, et peut être sous forme électronique.

(c) Au cours des trente (30) jours civils suivant la date d'approbation de l'amendement, l'opérateur de registre (du moment qu'il n'a pas voté en faveur de l'amendement approuvé) pourra déposer une demande écrite à l'ICANN pour une exemption de l'amendement approuvé (toute telle demande soumise par un opérateur de registre dans ce cadre étant un « demande d'exemption »). Toute demande d'exemption décrira le fondement d'une telle demande et fournira une justification détaillée de l'exemption de l'amendement approuvé. Une demande d'exemption pourra aussi inclure une description

\* Le texte final sera affiché sur le site web de l'ICANN; les références au contrat seront remplacées par un hyperlien.

détaillée et la justification d'alternatives ou de variations de l'amendement approuvé, proposées par l'opérateur de registre. Une demande d'exemption pourra uniquement être octroyée si l'opérateur de registre démontre de manière claire et convaincante que le respect de l'amendement approuvé est en contradiction avec la législation applicable ou aurait un effet défavorable substantiel sur la condition financière ou les résultats des activités de l'opérateur de registre. Nulle demande d'exemption ne sera octroyée si l'ICANN décide, à sa discrétion raisonnable, que l'octroi d'une telle exemption serait substantiellement nuisible aux titulaires de noms de domaine ou résulterait en un déni de bénéfice direct pour les titulaires de noms de domaine. Dans les quatre-vingt-dix (90) jours civils à compter de la réception d'une demande d'exemption par l'ICANN, l'ICANN l'approuvera (cette approbation pouvant être sous condition ou consister en alternatives ou en une variation de l'amendement approuvé) ou refusera l'exemption par écrit. Pendant cette période l'amendement approuvé ne s'appliquera pas au présent accord. Si la demande d'exemption est approuvée par l'ICANN, l'amendement approuvé ne s'appliquera pas au présent accord. Si la demande d'exemption est refusée par l'ICANN, l'amendement approuvé s'appliquera au présent accord à compter de la date d'entrée en vigueur de l'amendement (ou, si cette date est révolue, l'amendement approuvé sera considéré immédiatement en vigueur à la date du refus); à condition que l'opérateur de registre puisse, dans les trente (30) jours civils suivant la réception de la décision de l'ICANN, faire appel à la décision de l'ICANN de refuser l'exemption, conformément aux procédures de règlement de litiges décrites à l'article 5. L'amendement approuvé sera considéré comme non applicable au présent accord pendant la durée du processus de règlement de litige. Pour éviter tout doute, seules les demandes d'exemption soumises par l'opérateur de registre et approuvées par l'ICANN selon cette section 7.6(c) ou par le biais d'une décision d'arbitrage conformément à l'article 5, exempteront l'opérateur de registre de l'application de l'amendement approuvé et nulle demande d'exemption accordée à un autre opérateur de registre applicable (que ce soit par l'ICANN ou par le biais de l'arbitrage) n'aura un effet au titre du présent accord ou n'exemptera l'opérateur de registre de l'application d'un amendement approuvé.

(d) A l'exception des dispositions prévues dans cette section 7.6, aucun amendement, supplément ou aucune modification du présent accord ou de l'une de ses dispositions n'engagera les parties sauf si elles l'exécutent toutes les deux par écrit et aucune mention dans cette section 7.6 n'empêchera l'ICANN et l'opérateur de registre de conclure des amendements bilatéraux et des modifications du présent accord uniquement négociés par les deux parties. Aucune renonciation à l'une des dispositions du présent accord ne sera exécutoire sauf si elle est présentée par un écrit signé par la partie qui renonce à respecter cette disposition. Aucune renonciation à l'une des dispositions du présent accord ou un manquement à appliquer l'une de ces dispositions ne sera réputée être ou ne constituera une renonciation aux autres dispositions et elle ne constituera pas une renonciation continue sauf stipulation formelle contraire. Pour éviter tout doute, rien dans cette section 7.6(d) ne doit être considéré comme limitant l'obligation de l'opérateur de registre de se conformer à la section 2.2.

(e) Pour les besoins du présent accord, les termes suivants auront les significations suivantes :

(i) « Opérateurs de registre applicables » signifie, collectivement, les opérateurs de registre des domaines de premier niveau, parties d'un accord de registre qui comprend une disposition similaire à cette section 7.6, y compris l'opérateur de registre,

(ii) « Approbation d'opérateurs de registre » signifie la réception de chacun des documents qui suivent : (A) l'approbation affirmative des opérateurs de registre applicables dont les paiements à l'ICANN ont représenté les deux-tiers du montant total des frais (convertis en dollars US, le cas échéant) payés à l'ICANN par tous les opérateurs de registre applicables durant l'année civile immédiatement précédente conformément aux accords de registre applicables, et

\* Le texte final sera affiché sur le site web de l'ICANN; les références au contrat seront remplacées par un hyperlien.

(B) l'approbation affirmation d'une majorité des opérateurs de registre applicables au moment de l'obtention d'une telle approbation. Pour éviter tout doute, concernant la clause (B), chaque opérateur de registre applicable disposera d'un vote pour chaque domaine de premier niveau exploité par cet opérateur de registre selon un accord de registre applicable.

(iii) « Amendement limité » signifie ce qui suit : (i) un amendement de la spécification 1, (ii) sauf dans la mesure traitée dans la section 2.10 du présent accord, un amendement qui précise le prix facturé par l'opérateur de registre aux bureaux d'enregistrement pour les enregistrements de noms de domaine, (iii) un amendement de la définition des services de registre tels que décrits dans le premier paragraphe de la section 2 de la spécification 6, ou (iv) un amendement de la longueur de la durée.

(iv) « Groupe de travail » signifie des représentants des opérateurs de registre applicables et autres membres de la communauté nommés par l'ICANN de temps à autre pour servir en tant que groupe de travail pour la consultation relative aux amendements des accords de registre applicables (à l'exception des amendements bilatéraux visés à la section 7.6(d)).

**7.7 Absence de tiers bénéficiaires.** Le présent accord ne doit pas être interprété de façon à créer de la part de l'ICANN ou de l'opérateur de registre une obligation quelconque envers des personnes qui ne sont pas des parties au présent accord, y compris les bureaux d'enregistrement ou titulaires de noms enregistrés

**7.8 Notifications générales.** Sauf pour les notifications faites selon la section 7.6, toutes les notifications remises dans le cadre du présent accord, ou en rapport avec ce dernier, seront faites soit (i) par écrit, envoyées à l'adresse de la partie concernée comme indiqué ci-dessous, soit (ii) par télécopie ou courrier électronique, comme spécifié ci-dessous, sauf si cette partie a signalé un changement d'adresse postale ou électronique, ou de numéro de télécopie, tel qu'indiqué dans cet accord. Toutes les notifications faites au titre de la section 7.6 doivent être effectuées en affichant les informations en question sur le site web de l'ICANN en plus de la transmission desdites informations par courrier électronique à l'opérateur de registre. Chaque partie doit informer l'autre dans un délai de trente (30) jours de toute modification apportée à ses coordonnées. Les notifications, désignations, décisions et les spécifications faites dans le cadre du présent accord seront en anglais. Sauf pour les notifications faites au titre de la section 7.6, toutes les notifications exigées par le présent accord seront réputées avoir été correctement transmises (i) soit sur papier lorsqu'elles sont remises en mains propres, ou via un service de courrier avec accusé de réception, (ii) soit par courrier électronique ou télécopie, sur confirmation de la réception par le télécopieur ou le serveur de messagerie, à condition que cet envoi par télécopie ou par courriel soit suivi par l'envoi d'une copie par poste dans les deux (2) jours ouvrables. Toute notification requise par la section 7.6 sera réputée avoir été transmise lorsqu'elle est publiée sur le site web de l'ICANN ou à confirmation de réception par le serveur de messagerie. Dans le cas où d'autres moyens de notification deviendraient réalisables, comme une notification via un site Internet sécurisé, les parties travailleront ensemble afin de mettre en œuvre ces moyens de notification dans le cadre de cet accord.

\* Le texte final sera affiché sur le site web de l'ICANN; les références au contrat seront remplacées par un hyperlien.

Pour l'ICANN, adresser à :  
Société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur Internet (ICANN)  
4676 Admiralty Way, Suite 330  
Marina Del Rey, California 90292  
Téléphone : 1-310-823-9358  
Télécopie : 1-310-823-8649  
Attention : Président-directeur général

Avec une copie obligatoire adressée à : l'avocat-conseil  
E-mail: (tel que précisé de temps à autre)

Pour l'opérateur de registre, adresser à :

[  
]  
[  
]  
[  
]

Téléphone :  
Télécopie :  
Attention :

Avec une copie obligatoire adressée à :  
E-mail: (tel que précisé de temps à autre)

**7.9 Intégralité de l'accord.** Cet accord (y compris les spécifications et les documents intégrés en référence aux emplacements URL qui forment une partie de celui-ci) constitue l'intégralité de l'accord des parties, en rapport avec le fonctionnement du TLD et remplace tous les contrats, arrangements, négociations et discussion conclus préalablement, à l'écrit ou à l'oral, entre les parties sur ce sujet.

**7.10 Prédominance de la version anglaise.** Nonobstant toute version traduite du présent accord et/ou des spécifications susceptibles d'être fournies à l'opérateur de registre, la version anglaise du présent accord et de toutes les spécifications indiquées constituent les versions officielles qui lient les parties concernées. En cas de conflit ou de divergence entre toute version traduite du présent accord et la version anglaise, cette dernière prévaut. Les notifications, désignations, décisions et spécifications faites dans le cadre du présent accord sont en anglais.

**7.11 Droits de propriété.** Rien dans cet accord ne sera interprété comme établissant ou octroyant à l'opérateur de registre des droits de propriété ou des intérêts dans le TLD ou les lettres, les mots, les symboles ou autres caractères composant la chaîne TLD.

**7.12 Divisibilité.** Le présent accord doit être considéré divisible : l'invalidité ou la non exigibilité d'une condition ou d'une disposition du présent accord n'a pas d'incidence sur la validité et l'exigibilité du reste du présent accord ou de toute autre condition y comprise et le présent accord restera en pleine vigueur. S'il est établi que l'une quelconque des dispositions du présent accord est invalide ou non exigible, les parties négocieront de bonne foi pour modifier cet accord de sorte à satisfaire l'intention originelle des parties autant que possible.

**7.13 Soutien du gouvernement.** Dans le cas où le TLD a été délégué à l'opérateur de registre conformément au consentement d'une entité gouvernementale à utiliser un nom géographique liée à la juridiction d'une telle entité gouvernementale, les parties conviennent que, nonobstant toute provision

\* Le texte final sera affiché sur le site web de l'ICANN; les références au contrat seront remplacées par un hyperlien.

contenue dans cet accord, dans le cas de litige entre une telle entité gouvernementale et l'opérateur de registre, l'ICANN peut appliquer l'ordre de tout tribunal siégeant dans une telle juridiction en faveur d'une telle entité gouvernementale liée au TLD.

*[Note : la section suivante est uniquement applicable aux organisations intergouvernementales ou entités gouvernementales].*

**7.14 Disposition spéciale relative aux organisations intergouvernementales ou entités gouvernementales.**

(a) L'ICANN reconnaît que l'opérateur de registre est une entité sujette à la législation internationale publique, y compris les traités internationaux applicables aux opérateurs de registre (ces lois et traités internationaux désignés ci-après collectivement « les lois applicables »). Rien dans cet accord et ses spécifications ne sera interprété comme exigeant de l'opérateur de registre un enfreinte aux lois applicables ou un non respect de ces lois. Les parties conviennent que le respect des lois applicables de la part de l'opérateur de registre ne constituera pas un manquement aux dispositions du présent accord.

(b) Dans le cas où l'opérateur de registre déterminerait de manière raisonnable qu'une disposition quelconque du présent accord et de ses spécifications, ou des décisions ou politiques de l'ICANN mentionnées dans cet accord, y compris sans limitation les politiques provisoires et les politiques consensuelles (ces dispositions, spécifications et politiques collectivement nommées ci-après « exigences de l'ICANN »), pourraient être en contradiction ou enfreindre les lois applicables (ci-après, un « conflit potentiel »), l'opérateur de registre fournira un avis détaillé (un « avis ») de ce conflit potentiel à l'ICANN aussitôt que possible et, dans le cas d'un conflit potentiel impliquant une politique consensuelle proposée, pas plus tard que la date de clôture de la période de consultation publique sur cette politique consensuelle proposée. Dans le cas où un opérateur de registre déterminerait qu'il y a un conflit potentiel entre une loi applicable proposée et une exigence quelconque de l'ICANN, l'opérateur de registre fournira un avis détaillé de ce conflit potentiel à l'ICANN aussitôt que possible et, dans le cas d'un conflit potentiel avec une politique consensuelle proposée, pas plus tard que la date de clôture de la période de consultation publique sur la politique consensuelle proposée.

(c) Aussitôt que praticable après une telle révision, les parties tenteront de résoudre le conflit potentiel de par leur collaboration conformément aux procédures décrites dans la section 5.1. De plus, l'opérateur de registre déploiera tous ses efforts pour éliminer ou minimiser tout impact survenant d'un tel conflit potentiel entre les lois applicables et toute exigence de l'ICANN. Si, suite à cette collaboration, l'opérateur de registre détermine que le conflit potentiel représente un conflit réel entre une exigence de l'ICANN, d'une part, et les lois applicables, d'autre part, alors l'ICANN renoncera à la conformité à cette exigence de l'ICANN (pourvu que les parties négocient en toute bonne foi sur une base continue afin de minimiser ou d'éliminer les effets d'une telle non-conformité sur l'ICANN), à moins que l'ICANN décide, de manière raisonnable et objective, que l'incapacité de l'opérateur de registre à se conformer à cette exigence de l'ICANN constituerait une menace à la sécurité et la stabilité des services de registre, à l'Internet ou au DNS (ci-après une « décision de l'ICANN »). Suite à la réception par l'opérateur de registre d'un avis de l'ICANN comprenant une telle décision de l'ICANN, l'opérateur de registre disposera d'un délai de quatre-vingt-dix (90) jours civils pour résoudre ce conflit avec les lois applicables. Si le conflit avec une loi applicable n'est pas résolu à la satisfaction complète de l'ICANN dans ce délai, l'opérateur de registre disposera de l'option de soumettre l'affaire à un arbitrage dans les dix (10) jours civils qui suivent, selon la sous-section (d) ci-dessous. Si dans ce délai, l'opérateur de registre ne soumet pas l'affaire à un arbitrage conformément à la sous-section (d) ci-dessous, l'ICANN

\* Le texte final sera affiché sur le site web de l'ICANN; les références au contrat seront remplacées par un hyperlien.

pourra, après notification de l'opérateur de registre, résilier le présent accord, cette résiliation entrant immédiatement en vigueur.

(d) Si l'opérateur de registre n'est pas d'accord avec une décision de l'ICANN, l'opérateur de registre peut soumettre l'affaire à un arbitrage exécutoire selon les dispositions de la section 5.2, sauf que la seule question devant être décidée par l'arbitre sera la mesure dans laquelle l'ICANN a pris sa décision de manière raisonnable et objective. Pour les besoins de cet arbitrage, l'ICANN soumettra à l'arbitre des justificatifs de la décision de l'ICANN. Si l'arbitre décide que l'ICANN n'a pas pris sa décision de manière raisonnable et objective, l'ICANN devra renoncer à ce que l'opérateur de registre se conforme à l'exigence de l'ICANN en question. Si les arbitres ou le recommandataire, le cas échéant, décident que l'ICANN a pris sa décision de manière raisonnable et objective, alors, sur notification de l'opérateur de registre, l'ICANN pourra résilier le présent accord, la résiliation entrant immédiatement en vigueur.

(e) L'opérateur de registre reconnaît et garantit que, à sa meilleure connaissance à la date d'exécution du présent accord, il n'existe pas de conflits ou de contradictions entre des exigences de l'ICANN et des lois applicables.

(f) Nonobstant toute autre disposition de cette section 7.14, suite à une décision de l'ICANN et avant la conclusion d'un arbitre conformément à la section 7.14(d) ci-dessus, l'ICANN peut, sous réserve de consultations précédentes avec l'opérateur de registre, prendre les mesures techniques raisonnables qu'elle considère nécessaires pour garantir la sécurité et la stabilité des services de registre, de l'Internet et du DNS. Ces mesures techniques raisonnables doivent être prises par l'ICANN sur une base provisoire, jusqu'à la date survenant le plus tôt soit de conclusion de la procédure d'arbitrage mentionnée à la section 7.12(d) ci-dessus soit de règlement définitif du conflit ou de la contradiction avec la loi applicable. Dans le cas où l'opérateur de registre n'est pas d'accord avec ces mesures techniques prises par l'ICANN, l'opérateur de registre peut soumettre l'affaire à un arbitrage exécutoire conformément aux dispositions de la section 5.2 ci-dessus. Au cours de cette procédure, l'ICANN pourra continuer de prendre ces mesures techniques. Dans le cas où l'ICANN prendrait de telles mesures, l'opérateur de registre paiera tous les frais encourus par l'ICANN résultant de ces mesures. De plus, dans le cas où l'ICANN prendrait de telles mesures, l'ICANN conservera et pourra faire valoir ses droits au titre de l'instrument d'opérations continues et de l'instrument alternatif, le cas échéant.

\* \* \* \* \*

EN FOI DE QUOI, les représentants dûment autorisés des parties ont exécuté le présent accord.

**SOCIÉTÉ POUR L'ATTRIBUTION DES NOMS DE DOMAINE ET DES NUMÉROS  
SUR INTERNET**

Par : \_\_\_\_\_  
[ ]  
Président-directeur général

Date :

**[Opérateur de registre]**

Par : \_\_\_\_\_  
[ ]  
[ ]

Date :

**PIÈCE A**

**Services approuvés**



## SPÉCIFICATION 1

### SPÉCIFICATION DES POLITIQUES CONSENSUELLES ET DES POLITIQUES PROVISOIRES

#### 1. Politiques consensuelles.

- 1.1. Les « *politiques consensuelles* » sont des politiques établies (1) conformément à la procédure formulée dans les statuts de l'ICANN et à la procédure légale, et (2) relativement aux sujets répertoriés dans la section 1.2 du présent document. Le processus et la procédure d'élaboration des politiques consensuelles établis dans les statuts de l'ICANN peuvent être révisés occasionnellement conformément à la procédure définie dans le présent document.
- 1.2. Les politiques consensuelles et les procédures régissant leur élaboration seront conçues pour produire, dans la mesure du possible, un consensus des acteurs d'Internet, notamment des opérateurs de gTLD. Les politiques consensuelles concerneront l'un ou plusieurs des sujets suivants :
  - 1.2.1. les problèmes pour lesquels une résolution uniforme ou coordonnée est raisonnablement requise pour faciliter l'interopérabilité, la sécurité et/ou la stabilité d'Internet ou du système de noms de domaine (« DNS ») ;
  - 1.2.2. les spécifications fonctionnelles et de performance relatives à la fourniture des services de registre ;
  - 1.2.3. la sécurité et la stabilité de la base de données des registres pour le TLD ;
  - 1.2.4. les politiques de registres raisonnablement requises pour mettre en œuvre les politiques consensuelles relatives aux opérations de registre ;
  - 1.2.5. le règlement des différends relatifs à l'enregistrement des noms de domaine (et non à l'utilisation de ces noms de domaine) ; ou
  - 1.2.6. les restrictions à la propriété hybride d'opérateurs de registres et de registraires ou revendeurs de registraires, les régulations et restrictions conformément aux opérations de registre et l'utilisation de registres et des données de registraires dans le cas où un opérateur de registres et un registraire ou un revendeur de registraires sont affiliés.
- 1.3. Ces catégories de problèmes mentionnées dans cette section 1.2 incluront, sans s'y limiter :
  - 1.3.1. les principes gouvernant l'attribution des noms enregistrés dans le TLD (par exemple, premier arrivé-premier servi, renouvellement rapide, période d'attente après expiration) ;
  - 1.3.2. les interdictions concernant le stockage des noms de domaine ou la spéculation sur les noms de domaine par les registres ou les bureaux d'enregistrement ;
  - 1.3.3. la réservation des noms enregistrés dans le TLD qui peuvent ne pas être enregistrés initialement ou qui peuvent ne pas être renouvelés en raison de motifs raisonnablement liés (a) à la nécessité d'éviter toute confusion ou erreur des utilisateurs, (b) à la propriété intellectuelle ou (c) à la gestion technique du DNS ou d'Internet (par exemple, établissement de réservations de noms à partir de l'enregistrement) ; et

- 1.3.4. la conservation d'informations exactes et à jour sur les enregistrements de noms de domaine, et l'accès à celles-ci, et les procédures pour éviter les interruptions dans les enregistrements de noms de domaine dues à la suspension ou à l'interruption définitive des opérations par un opérateur de registres ou un bureau d'enregistrement, y compris les procédures pour l'attribution de la responsabilité pour le service de noms de domaine enregistrés dans un TLD affecté par une telle suspension ou interruption.
- 1.4. Outre les autres limitations relatives aux politiques consensuelles, ces politiques respecteront également les impératifs suivants ; à savoir, elles ne pourront pas :
    - 1.4.1. prescrire ou limiter le prix des services de registres ;
    - 1.4.2. modifier les conditions ou modalités relatives au renouvellement ou à la résiliation du contrat de registre ;
    - 1.4.3. modifier les limitations relatives aux Politiques provisoires (définies ci-dessous) ou aux Politiques consensuelles ;
    - 1.4.4. modifier les dispositions du contrat de registre concernant les frais acquittés par l'opérateur de registres auprès de l'ICANN ; ou
    - 1.4.5. modifier les obligations de l'ICANN pour assurer un traitement équitable des opérateurs de registres et agir de façon ouverte et transparente.
2. **Politiques provisoires.** L'opérateur de registres s'engage à respecter et mettre en œuvre toutes les spécifications ou politiques établies par le conseil d'administration de l'ICANN sur une base temporaire, si celles-ci ont été adoptées par le conseil d'administration par un vote d'au moins deux tiers de ses membres, dans la mesure où le conseil d'administration détermine raisonnablement que telles modifications ou de tels amendements sont justifiés, et que l'établissement provisoire immédiat d'une spécification ou d'une politique sur ce sujet est nécessaire pour maintenir la stabilité ou la sécurité des services de registres ou du DNS (« *Politiques provisoires* »).
- 2.1. Cette proposition de spécification ou de politique devra être la mieux adaptée possible pour atteindre ces objectifs. Lors de l'établissement de toute politique provisoire, le conseil d'administration définira la période pour laquelle cette politique provisoire est adoptée et mettra immédiatement en œuvre le processus d'élaboration des politiques consensuelles défini dans les statuts de l'ICANN.
    - 2.1.1. L'ICANN émettra également un avis consultatif contenant une explication détaillée de ses motifs pour adopter la politique provisoire et des raisons pour lesquelles le conseil d'administration pense que cette politique provisoire doit recevoir le soutien consensuel des acteurs d'Internet.
    - 2.1.2. Si la période pour laquelle la politique provisoire est adoptée excède 90 jours, le conseil d'administration réitérera son adoption temporaire tous les 90 jours durant une période totale ne pouvant pas excéder un an, afin de maintenir en vigueur cette politique provisoire jusqu'à ce délai après lequel elle deviendra une politique consensuelle. Si la période d'un an expire ou, si durant cette période d'un an, la politique provisoire ne devient pas une politique consensuelle et n'est pas réaffirmée par le conseil d'administration, l'opérateur de registres ne sera plus tenu de respecter ni de mettre en œuvre cette politique provisoire.

3. **Avis et litiges.** L'opérateur de registres se verra accorder un délai raisonnable suite à l'avis d'établissement d'une politique consensuelle ou d'une politique provisoire pour se conformer à cette spécification ou cette politique, en tenant compte de l'urgence éventuellement associée. En cas d'incompatibilité entre des services de registres et des politiques consensuelles ou une politique provisoire, les politiques consensuelles ou la politique provisoire prévaudront, mais uniquement en ce qui concerne le point litigieux.

## SPÉCIFICATION 2

### CONDITIONS DES DÉPÔTS DE DONNÉES

L'opérateur de registres engagera une entité indépendante pour faire fonction d'agent de dépôt de données (le « *dépositaire légal* ») pour la fourniture de services de dépôt de données liés au contrat de registre. Les spécifications techniques suivantes établies dans la partie A et les exigences légales établies dans la partie B seront incluses dans tout contrat de dépôt de données entre l'opérateur de registres et le dépositaire légal, en vertu duquel l'ICANN peut être nommée tiers bénéficiaire. Outre les exigences suivantes, le contrat de dépôt de données peut contenir d'autres dispositions qui ne sont pas contradictoires ni destinées à pervertir les conditions obligatoires définies ci-dessous.

#### PARTIE A – SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

1. **Dépôts.** Il existe deux types de dépôts : complets et différentiels. Quelle que soit la nature du dépôt, les objets de registres à prendre en compte pour le dépôt de données sont les objets nécessaires pour proposer les services de registres approuvés.
  - 1.1 Les « **dépôts complets** » se composeront des données qui reflètent l'état du registre à 00 h 00 UTC chaque dimanche. Les transactions en attente à ce moment-là (c'est-à-dire les transactions qui n'ont pas été engagées) ne figureront pas dans le dépôt complet.
  - 1.2 Les « **dépôts différentiels** » signifient les données qui reflètent toutes les transactions non prises en compte dans le dernier dépôt complet ou différentiel précédent, selon le cas. Chaque dépôt différentiel contiendra toutes les transactions de base de données depuis le dépôt précédent, à 00 h 00 UTC tous les jours, sauf le dimanche. Les dépôts différentiels doivent englober les enregistrements de dépôt complets, comme spécifié ci-dessous, n'ayant pas été inclus ou modifiés depuis le dernier dépôt complet ou différentiel (par exemple, les noms de domaine ajoutés ou modifiés). Un chevauchement minimal des dépôts différentiels est toléré, mais cela devra rester exceptionnel.
2. **Planification des dépôts.** L'opérateur de registres est tenu d'envoyer quotidiennement un ensemble de fichiers de dépôt selon les modalités suivantes :
  - 2.1 Chaque dimanche, un dépôt complet devra être envoyé au dépositaire légal à 23 h 59 UTC.
  - 2.2 Les six autres jours de la semaine, le dépôt différentiel correspondant devra être envoyé au dépositaire légal à 23 h 59 UTC.
3. **Spécification du format des dépôts.**
  - 3.1 **Format des dépôts.** Les objets de registres, tels que les domaines, les contacts, les serveurs de noms, les registraires, etc., seront compilés dans un fichier conçu comme décrit dans draft-arias-noguchi-registry-data-escrow, voir [1]. Le document susmentionné stipule que certains éléments sont facultatifs ; l'opérateur de registres inclura ces éléments dans les dépôts s'ils sont disponibles. L'opérateur de registres utilisera la version préliminaire disponible au moment de la signature de l'accord, s'il ne s'agit pas encore d'une norme RFC. Lorsque la spécification est publiée sous forme de norme RFC, l'opérateur de registres la mettra en œuvre, au plus tard après 180 jours. Le codage de caractères UTF-8 sera utilisé.

3.2 **Extensions.** Si un opérateur de registres propose des services de registres supplémentaires qui nécessitent l'envoi de données complémentaires, non incluses ci-dessus, il conviendra de définir d'autres « schémas d'extension » au cas par cas pour représenter ces données. Ces « schémas d'extension » seront spécifiés comme décrit dans [1]. Les données relatives aux « schémas d'extension » seront comprises dans le fichier de dépôt décrit dans la section 3.1. L'ICANN et le registre correspondant collaborent pour convenir des spécifications du dépôt de données de ce type de nouveaux objets.

4. **Traitement des fichiers de dépôt.** Il est conseillé de recourir à la compression pour réduire les durées de transfert des données électroniques et les exigences en matière de capacité de stockage. Le chiffrement des données est utilisé pour garantir la confidentialité des données déposées du registre. Les fichiers traités pour compression et chiffrement doivent être au format OpenPGP binaire, conformément au format de message OpenPGP de la norme RFC 4880, voir [2]. Les algorithmes acceptables pour le chiffrement à clé publique, le chiffrement à clé symétrique, le hachage et la compression sont ceux répertoriés dans la norme RFC 4880, sous réserve qu'ils ne soient pas signalés comme étant dépréciés dans le registre OpenPGP de l'IANA, voir [3], et qu'ils soient libres de droits. Voici la marche à suivre pour un fichier de données en format texte d'origine :
- (1) Le fichier doit être compressé. L'algorithme de compression suggéré est ZIP, conformément à la norme RFC 4880.
  - (2) Les données compressées doivent être chiffrées au moyen de la clé publique du dépositaire légal. Les algorithmes suggérés pour le chiffrement à clé publique sont ElGamal et RSA, conformément à la norme RFC 4880. Les algorithmes suggérés pour le chiffrement à clé symétrique sont TripleDES, AES128 et CAST5, conformément à la norme RFC 4880.
  - (3) Le fichier peut être divisé en plusieurs parties si, une fois compressé et chiffré, sa taille est supérieure à la limite convenue avec le dépositaire légal. Dans cette section, chaque partie d'un fichier divisé, ou l'intégralité du fichier s'il n'est pas divisé, est appelée un fichier traité.
  - (4) Un fichier de signature numérique sera créé pour chaque fichier traité, au moyen de la clé privée du registre. Le fichier de signature numérique doit être au format OpenPGP binaire, conformément à la norme RFC 4880 [2], et ne doit être ni compressé, ni chiffré. Les algorithmes suggérés de signature numérique sont DSA et RSA, conformément à la norme RFC 4880. L'algorithme suggéré pour le hachage des signatures numériques est SHA256.
  - (5) Les fichiers traités et les fichiers de signature numérique seront alors transférés au dépositaire légal via des mécanismes électroniques sécurisés, tels que SFTP, SCP, HTTPS, etc. comme convenu entre le dépositaire légal et l'opérateur de registres. La livraison via un support physique, comme les CD-ROM, les DVD-ROM ou les périphériques de stockage USB, est possible à condition que l'ICANN l'autorise.
  - (6) Le dépositaire légal valide ensuite chaque fichier de données transféré (traité), conformément à la procédure décrite à la section 8.

5. **Conventions de dénomination des fichiers.** Les fichiers seront nommés d'après la convention suivante : {gTLD}\_{AAAA-MM-JJ}\_{type}\_S{#}\_R{rev}.{ext} où :
- 5.1 {gTLD} est remplacé par le nom gTLD ; en cas de IDN-TLD, le format compatible ASCII (libellé ASCII) doit être utilisé ;
  - 5.2 {AAAA-MM-JJ} est remplacé par la date correspondant à l'heure utilisée comme limite pour les transactions ; par exemple, pour le dépôt complet correspondant à l'heure 2009-08-02T00:00Z, la chaîne doit être « 2009-08-02 » ;
  - 5.3 {type} est remplacé par :
    - (1) « full », si les données représentent un dépôt complet ;
    - (2) « diff », si les données représentent un dépôt différentiel ;

- 5.4 {#} est remplacé par la position du fichier dans une série de fichiers, en commençant par 1.  
En cas de dépôt comportant un seul fichier, ce caractère doit être remplacé par « 1 ».
- 5.5 {rev} est remplacé par le nombre de révisions (ou renvois) du fichier, en commençant par 0 ;
- 5.6 {ext} est remplacé par « sig » s'il s'agit d'un fichier de signature numérique du fichier quasi homonyme. Si tel n'est pas le cas, il est remplacé par « ryde ».
6. **Distribution de clés publiques.** L'opérateur de registres et le dépositaire légal doivent échanger leur clé publique par messagerie électronique à une adresse électronique à préciser. Chaque partie doit confirmer la réception de la clé publique de l'autre partie par un message de réponse ; la partie qui a envoyé la clé doit ensuite reconfirmer l'authenticité de la clé transmise, au moyen d'une méthode hors ligne, par exemple une rencontre en personne, une conversation téléphonique, etc. Ainsi, la transmission de la clé publique est authentifiée par un utilisateur capable d'envoyer et de recevoir un message via le serveur de messagerie exploité par la partie qui a effectué l'envoi. Le dépositaire légal, le registre et l'ICANN doivent utiliser la même procédure pour échanger leurs clés.
7. **Notification des dépôts.** Lors de la remise de chaque dépôt, l'opérateur de registres fournira au dépositaire légal et à l'ICANN une déclaration écrite (éventuellement par un message électronique authentifié) incluant une copie du rapport généré lors de la création du dépôt et stipulant que le dépôt a été inspecté par l'opérateur de registres et qu'il est complet et exact. L'opérateur de registres inclura les attributs « id » et « resend » du dépôt dans sa déclaration. Les attributs sont expliqués dans [1].
8. **Procédure de vérification.**
- (1) Le fichier de signature de chaque fichier traité est validé.
  - (2) Si les fichiers traités constituent autant de parties d'un fichier plus grand, ces parties sont rassemblées.
  - (3) Chaque fichier obtenu à l'étape précédente est ensuite déchiffré et décompressé.
  - (4) Chaque fichier de données contenu à l'étape précédente est ensuite validé, selon le format défini dans [1].
  - (5) Si [1] comporte une procédure de vérification, celle-ci sera appliquée à ce stade.
- En cas de divergence constatée à l'une de ces étapes, le dépôt est considéré comme incomplet.
9. **Références.**
- [1] Spécification du dépôt de données des noms de domaine (en cours d'élaboration), <http://tools.ietf.org/html/draft-arias-noguchi-registry-data-escrow>
- [2] Format de message OpenPGP, <http://www.rfc-editor.org/rfc/rfc4880.txt>
- [3] Paramètres OpenPGP, <http://www.iana.org/assignments/pgp-parameters/pgp-parameters.xhtml>

## PARTIE B – EXIGENCES LÉGALES

1. **Identité du dépositaire légal.** Avant de conclure un contrat de dépôt, l'opérateur de registres doit informer l'ICANN de l'identité du dépositaire légal et lui fournir ses coordonnées et une copie du contrat de dépôt concerné, ainsi que de tous ses amendements. De plus, avant de conclure un contrat de dépôt, l'opérateur de registres doit obtenir le consentement de l'ICANN pour (a) utiliser le dépositaire légal spécifié, et (b) signer le contrat de dépôt fourni. L'ICANN doit expressément désigner un tiers bénéficiaire dudit contrat. L'ICANN se réserve le droit de refuser tout dépositaire légal, tout contrat de dépôt ou tout amendement, à sa seule discrétion.
2. **Frais.** L'opérateur de registres doit verser, ou faire verser en son nom, des honoraires directement au dépositaire légal. Si l'opérateur de registres ne verse pas ces honoraires à la date ou aux dates prévue(s), le dépositaire légal avertira par écrit l'ICANN de ce défaut de versement et l'ICANN paiera éventuellement les honoraires non versés dans un délai de 10 jours ouvrés suivant la date de réception de la notification écrite du dépositaire légal. Le paiement des honoraires restant à verser par l'ICANN signifiera pour l'ICANN la possession d'une créance de ce montant auprès de l'opérateur de registres. Celui-ci devra rembourser cette créance à l'ICANN ainsi que le versement d'honoraires suivant prévu dans le cadre du contrat de registre.
3. **Propriété.** La propriété des dépôts pendant la durée du contrat de registre demeurera celle de l'opérateur de registres à tout moment. Par la suite, l'opérateur de registres attribuera à l'ICANN les droits de propriété (y compris, le cas échéant, les droits de propriété intellectuelle) desdits dépôts. Dans le cas où un dépôt serait restitué à l'ICANN pendant la durée du contrat de registre, les droits de propriété intellectuelle détenus par l'opérateur de registres sur ledit dépôt seront automatiquement cédés, dans le cadre d'une licence non exclusive, permanente, irrévocable et libre de droits, à l'ICANN et ou à un tiers désigné par écrit par l'ICANN.
4. **Intégrité et confidentialité.** Le dépositaire légal sera tenu (i) de conserver et maintenir les dépôts dans une installation sécurisée, verrouillée, sans danger pour l'environnement, accessible uniquement aux représentants autorisés du dépositaire légal, (ii) de protéger l'intégrité et la confidentialité des dépôts à l'aide de mesures commercialement raisonnables et (iii) de conserver et sauvegarder chaque dépôt pendant un an. L'ICANN et l'opérateur de registres auront le droit d'inspecter les enregistrements concernés du dépositaire légal après envoi d'un préavis dans un délai raisonnable et durant les heures de bureau normales. L'opérateur de registres et l'ICANN seront en droit de désigner un auditeur tiers pour auditer de temps en temps le respect par le dépositaire légal des spécifications techniques et de maintenance de la présente Spécification 2.

Dans le cas où le dépositaire légal recevait une assignation à comparaître ou toute autre injonction provenant d'un tribunal ou d'une autre entité judiciaire, relative à la divulgation ou à la restitution des dépôts, le dépositaire légal s'engage à en informer sans délai l'opérateur de registres et l'ICANN, sauf si la loi le lui interdit. Après avoir informé l'opérateur de registres et l'ICANN, le dépositaire légal s'engage à leur accorder un délai suffisant pour contester ladite injonction, ladite contestation leur incombant ; sous réserve, toutefois, que le dépositaire légal ne renonce pas à ses droits de présenter sa position en rapport à ladite injonction. Le dépositaire légal coopérera avec l'opérateur de registres ou l'ICANN, afin de les soutenir dans leurs efforts visant à rejeter ou limiter ladite injonction, aux frais de la partie concernée. Toute partie requérant une assistance supplémentaire devra s'acquitter auprès du dépositaire légal de frais standard ou indiqués par devis sur demande détaillée.

5. **Copies.** Le dépositaire légal peut être autorisé à dupliquer tout dépôt, afin de se conformer aux conditions générales du contrat de dépôt.
6. **Restitution des dépôts.** Le dépositaire légal mettra à la disposition de l'ICANN ou de son représentant, sous vingt-quatre heures et aux frais de l'opérateur de registres, tous les dépôts en sa possession, dans le cas où il reçoit une demande de l'opérateur de registres à cet effet ou reçoit l'un des avis écrits suivants de l'ICANN stipulant que :
  - 6.1 Le contrat de registre a expiré sans être renouvelé ou a été résilié ; ou
  - 6.2 L'ICANN n'a pas reçu, pour (a) un dépôt complet ou (b) cinq dépôts différentiels au cours d'un mois calendaire, dans un délai de cinq jours calendaires suivant la date de livraison prévue du dépôt, un avis de réception de la part du dépositaire légal ; (x) que l'ICANN a averti le dépositaire légal et l'opérateur de registres de ce manquement ; et (y) que l'ICANN n'a pas reçu, dans un délai de sept jours calendaires suivant ladite notification, un avis du dépositaire légal l'informant que le dépôt a été reçu ; ou
  - 6.3 L'ICANN a reçu du dépositaire légal une notification du résultat négatif de la vérification d'un dépôt complet ou de cinq dépôts différentiels dans un mois calendaire et (a) l'ICANN a signalé ladite réception à l'opérateur de registres ; et (b) l'ICANN n'a pas reçu, dans un délai de sept jours calendaires suivant ladite notification, la notification par le dépositaire légal de la vérification d'une version corrigée du dépôt complet ou des dépôts différentiels ; ou
  - 6.4 L'opérateur de registres : (i) a cessé ses activités de manière normale ; ou (ii) a été déclaré en faillite, est devenu insolvable ou a subi toute autre situation analogue dans le cadre légal de l'une des juridictions applicables dans le monde ; ou
  - 6.5 L'opérateur de registres a subi une défaillance de fonctions cruciales du registre et l'ICANN a exercé ses droits conformément à la section 2.13 du contrat de registre ; ou
  - 6.6 un tribunal, une instance arbitrale, législative ou gouvernementale compétent(e) ordonne la restitution des dépôts à l'ICANN.

Si le dépositaire légal n'a pas précédemment restitué les dépôts de l'opérateur de registres à l'ICANN ou au tiers désigné par l'ICANN, le dépositaire légal restituera tous les dépôts à l'ICANN dès la fin du contrat de registre ou du contrat de dépôt.

7. **Vérification des dépôts.**
  - 7.1 Dans un délai de vingt-quatre heures suivant la réception de chaque dépôt ou dépôt corrigé, le dépositaire légal doit vérifier le format et l'exhaustivité de chaque dépôt et fournir à l'ICANN une copie du rapport de vérification créé pour chaque dépôt. Des rapports seront fournis électroniquement, comme convenu de temps en temps par l'ICANN.
  - 7.2 Si le dépositaire légal découvre qu'un dépôt ne satisfait pas les critères des procédures de vérification, il doit informer par message électronique, fax ou téléphone l'opérateur de registres et l'ICANN de ladite non-conformité dans les vingt-quatre heures suivant la réception dudit dépôt non conforme. Dès la notification du résultat négatif de cette vérification, l'opérateur de registres doit entreprendre la mise en œuvre des modifications, mises à jour et autres corrections requises pour permettre au dépôt de correspondre aux critères de la procédure de vérification et fournir ces correctifs au dépositaire légal dans les meilleurs délais.
8. **Amendements.** Le dépositaire légal et l'opérateur de registres amenderont les termes du contrat de dépôt afin de respecter la présente Spécification 2, dans les dix (10) jours calendaires suivant tout amendement ou toute modification de ladite spécification. En cas de conflit entre la présente Spécification 2 et le dépositaire légal, la présente Spécification 2 fait foi.



9. **Indemnisation.** L'opérateur de registres dégage le dépositaire légal et tous ses directeurs, membres du bureau, agents, employés, membres et actionnaires (ci-après désignés comme les « Indemnitaires du dépositaire légal »), absolument et définitivement, de toute responsabilité relative aux réclamations, actions, dommages, procès, responsabilités, obligations, frais, honoraires, et à quelque autre dépense que ce soit, y compris des honoraires raisonnables d'avocat, qu'un tiers pourrait exercer contre l'un des Indemnitaires du dépositaire légal, en rapport avec l'accord de dépôt ou avec l'activité du dépositaire légal ou de tout Indemnitaires du dépositaire légal en vertu des présentes (à l'exception des réclamations relatives à une fausse déclaration, une négligence ou une faute du dépositaire légal, de ses directeurs, membres du bureau, agents, employés, sous-traitants, membres et actionnaires). Le dépositaire légal dégage l'opérateur de registres et l'ICANN, ainsi que leurs directeurs, membres du bureau, agents, employés, membres et actionnaires respectifs (ci-après désignés comme les « Indemnitaires »), absolument et définitivement, de toute responsabilité relative aux réclamations, actions, dommages, procès, responsabilités, obligations, frais, honoraires et à quelque autre dépense que ce soit, y compris des honoraires raisonnables d'avocat, qu'un tiers pourrait exercer contre l'un des Indemnitaires, en rapport avec une fausse déclaration, une négligence ou une faute du dépositaire légal, de ses directeurs, membres du bureau, agents, employés et sous-traitants.

## SPÉCIFICATION 3

### FORMAT ET CONTENU DES RAPPORTS MENSUELS DE L'OPÉRATEUR DE REGISTRES

L'opérateur de registres fournira à \_\_\_\_\_ un rapport mensuel par gTLD présentant le contenu suivant. À l'avenir, l'ICANN pourra exiger d'autres modes de livraison et d'autres formats de rapport. L'ICANN s'engage à déployer des efforts commercialement raisonnables pour préserver la confidentialité des informations mentionnées dans les rapports jusqu'à trois mois après la fin du mois sur lequel porte le rapport.

**1. Rapport sur les transactions par bureau d'enregistrement.** Ce rapport devra être établi dans un fichier au format de valeurs séparées par des virgules (CSV), comme l'indique la norme RFC 4180. Le nom du fichier devra suivre le modèle « gTLD-transactions-yyyymm.csv » où « gTLD » est remplacé par le nom du gTLD ; s'il s'agit d'un IDN TLD, le libellé ASCII doit être utilisé ; « yyyymm » doit être remplacé par l'année et le mois faisant l'objet du rapport. Le fichier doit contenir les champs suivants pour chaque registraire :

N° du champ	Nom du champ	Remarques
01	registrar-name	Nom de société complet enregistré auprès de l'IANA
02	iana-id	<a href="http://www.iana.org/assignments/registrar-ids">http://www.iana.org/assignments/registrar-ids</a>
03	total-domains	Total des domaines parrainés
04	total-nameservers	Nombre de serveurs de noms enregistrés pour le TLD
05	net-adds-1-yr	Nombre de domaines enregistrés avec succès pour une durée initiale d'un an (et non supprimés pendant la période de rédemption)
06	net-adds-2-yr	Nombre de domaines enregistrés avec succès pour une durée initiale de deux ans (et non supprimés pendant la période de rédemption)
07	net-adds-3-yr	Nombre de domaines enregistrés avec succès pour une durée initiale de trois ans (et non supprimés pendant la période de rédemption)
08	net-adds-4-yr	Etc.
09	net-adds-5-yr	« »
10	net-adds-6-yr	« »
11	net-adds-7-yr	« »
12	net-adds-8-yr	« »
13	net-adds-9-yr	« »
14	net-adds-10-yr	« »
15	net-renews-1-yr	Nombre de domaines renouvelés avec succès

		automatiquement ou par commande avec une nouvelle période de renouvellement d'un an (et non supprimés pendant la période de rédemption)
16	net-renews-2-yr	Nombre de domaines renouvelés avec succès automatiquement ou par commande avec une nouvelle période de renouvellement de deux ans (et non supprimés pendant la période de rédemption)
17	net-renews-3-yr	Nombre de domaines renouvelés avec succès automatiquement ou par commande avec une nouvelle période de renouvellement de trois ans (et non supprimés pendant la période de rédemption)
18	net-renews-4-yr	Etc.
19	net-renews-5-yr	« »
20	net-renews-6-yr	« »
21	net-renews-7-yr	« »
22	net-renews-8-yr	« »
23	net-renews-9-yr	« »
24	net-renews-10-yr	« »
25	transfer-gaining-successful	Transferts initiés par ce bureau d'enregistrement et dont l'accusé de réception a été effectué par l'autre bureau d'enregistrement, soit par commande soit automatiquement
26	transfer-gaining-nacked	Transferts initiés par ce bureau d'enregistrement et dont l'accusé de réception a été effectué par l'autre bureau d'enregistrement
27	transfer-losing-successful	Transferts initiés par un autre bureau d'enregistrement dont ce bureau d'enregistrement a accusé la réception, soit par commande soit automatiquement
28	transfer-losing-nacked	Transferts initiés par un autre bureau d'enregistrement dont ce bureau d'enregistrement a accusé réception
29	transfer-disputed-won	Nombre de litiges portant sur des transferts pour lesquels ce bureau d'enregistrement a obtenu gain de cause
30	transfer-disputed-lost	Nombre de litiges portant sur des transferts perdus par ce bureau d'enregistrement
31	transfer-disputed-nodecision	Nombre de litiges sur des transferts impliquant ce bureau d'enregistrement qui ont débouché sur un partage ou une absence de décision
32	deleted-domains-grace	Domaines supprimés durant la période de rédemption

33	deleted-domains-nograce	Domaines supprimés en dehors de la période de rédemption
34	restored-domains	Noms de domaine restaurés à partir de la période de grâce
35	restored-noreport	Nombre total de noms restaurés pour lesquels le bureau d'enregistrement n'a pas envoyé un rapport de restauration
36	agp-exemption-requests	Nombre total de demandes d'exemption de la période de rédemption
37	agp-exemptions-granted	Nombre total de demandes d'exemption de la période de rédemption accordées
38	agp-exempted-domains	Nombre total de noms affectés par les demandes d'exemption de la période de rédemption accordées

La première ligne doit comporter les noms de champs orthographiés exactement comme dans le tableau ci-dessus dans une « ligne d'en-tête », conformément à la section 2 de la norme RFC 4180. La dernière ligne de chaque rapport doit comporter les totaux de chaque colonne de tous les registraires ; le premier champ de cette ligne doit comporter la mention « Totals » et le deuxième champ doit être vide. Aucune autre ligne ne doit figurer dans le rapport.

**[Remarques à l'attention de la communauté à propos des modifications par rapport à la version 4 : l'obligation de fournir un rapport sur l'accord de niveau de service (SLA) a été supprimée car, comme l'indique la Spécification 6, l'ICANN envisage de concevoir un système de surveillance du SLA qui permettra d'obtenir ces résultats directement. L'ICANN prévoit de publier régulièrement les résultats du système de surveillance du SLA afin de permettre aux requérants et aux autres parties intéressés d'accéder à cette information.]**

## SPÉCIFICATION 4

### SPÉCIFICATION RELATIVE AUX SERVICES DE PUBLICATION DE DONNÉES D'ENREGISTREMENT

1. **Service WHOIS.** Tant que l'ICANN ne spécifie pas de format et de protocole différents, l'opérateur de registres s'engage à proposer un service de publication de données d'enregistrement disponible à la fois via le port 43 et un site Web à l'adresse <whois.nic.TLD>, conformément à la norme RFC 3912, fournissant un accès public gratuit par requêtes aux éléments suivants, au minimum, sous le format suivant. L'ICANN se réserve le droit de spécifier d'autres formats et d'autres protocoles et, le cas échéant, l'opérateur de registres s'engage à mettre en œuvre ces autres spécifications dès que possible.

1.1. Le format des réponses doit respecter un format de texte semi-libre présenté ci-dessous, suivi d'une ligne vide et d'une clause de non-responsabilité légale spécifiant les droits de l'opérateur de registres et ceux de l'utilisateur interrogeant la base de données.

1.2. Chaque objet de données doit être représenté sous forme d'un ensemble de paires clé/valeur ; les lignes doivent commencer par la clé, suivie de deux-points, d'un espace et de la valeur.

1.3. Si un champ comporte plusieurs valeurs, il est possible de présenter plusieurs paires clé/valeur comportant la même clé (par exemple pour répertorier plusieurs serveurs de noms). La première paire clé/valeur située après une ligne vide doit être considérée comme le début d'un nouvel enregistrement, elle doit identifier cet enregistrement et être utilisée pour regrouper des données, telles que des noms d'hôtes et des adresses IP, ou un nom de domaine et des informations sur le requérant.

#### 1.4. Données de nom de domaines :

1.4.1. **Format de la requête :** whois EXEMPLE.TLD

1.4.2. **Format de la réponse :**

Domain Name: EXEMPLE.TLD  
Domain ID: D1234567-TLD  
WHOIS Server: whois.exemple.tld  
Referral URL: http://www.exemple.tld  
Updated Date: 2009-05-29T20:13:00Z  
Creation Date: 2000-10-08T00:45:00Z  
Expiration Date: 2010-10-08T00:44:59Z  
Sponsoring Registrar: REGISTRAIRE EXEMPLE SARL  
Sponsoring Registrar IANA ID: 5555555  
Domain Status: clientDeleteProhibited  
Domain Status: clientRenewProhibited  
Domain Status: clientTransferProhibited  
Domain Status: serverUpdateProhibited  
Registrant ID: 5372808-ERL  
Registrant Name: REQUÉRANT EXEMPLE  
Registrant Organization: ORGANISATION EXEMPLE  
Registrant Street: 123, RUE EXEMPLE  
Registrant City: VILLE EXEMPLE  
Registrant State/Province: FR

Registrant Postal Code: 92092  
Registrant Country: FR  
Registrant Phone: +33.5555551212  
Registrant Phone Ext.: 1234  
Registrant Fax: +33.5555551213  
Registrant FAX Ext.: 4321  
Registrant Email: EMAIL@EXEMPLE.TLD  
Admin ID: 5372809-ERL  
Admin Name: ADMINISTRATEUR DU REQUÉRANT EXEMPLE  
Admin Organization: ORGANISATION DU REQUÉRANT EXEMPLE  
Admin Street: 123, RUE EXEMPLE  
Admin City: VILLE EXEMPLE  
Admin State/Province: FR  
Admin Postal Code: 92092  
Admin Country: FR  
Admin Phone: +33.5555551212  
Admin Phone Ext.: 1234  
Admin Fax: +33.5555551213  
Admin FAX Ext.:  
Admin Email: EMAIL@EXEMPLE.TLD  
Tech ID: 5372811-ERL  
Tech Name: TECHNICIEN DU REGISTRAIRE EXEMPLE  
Tech Organization: REGISTRAIRE EXEMPLE SARL  
Tech Street: 123, RUE EXEMPLE  
Tech City: VILLE EXEMPLE  
Tech State/Province: FR  
Tech Postal Code: 90292  
Tech Country: FR  
Tech Phone: +33.1235551234  
Tech Phone Ext.: 1234  
Tech FAX: +33.5555551213  
Tech FAX Ext.: 93  
Tech Email: EMAIL@EXEMPLE.TLD  
Name Server: NS01.REGISTRAIREEXEMPLE.TLD  
Name Server: NS02.REGISTRAIREEXEMPLE.TLD  
DNSSEC: signedDelegation  
DNSSEC: unsigned  
>>> Dernière mise à jour de la base de données WHOIS : 2009-05-29T20:15:00Z <<<

#### 1.5. Données de registraire :

1.5.1. **Format de la requête :** whois "Registraire exemple, SA"

1.5.2. **Format de la réponse :**

Registrar Name: Registraire exemple, SA  
Street: 1234, Chemin de l'Amirauté  
City: Marine du Roi  
State/Province: FR  
Postal Code: 90292  
Country: FR

Phone Number: +33.3105551212  
Fax Number: +33.3105551213  
Email: registraire@exemple.tld  
WHOIS Server: whois.exemple-registrar.tld  
Referral URL: http://www.registraire-exemple.tld  
Admin Contact: Thomas Durand  
Phone Number: +33.3105551213  
Fax Number: +33.3105551213  
Email : thomasdurand@registraire-exemple.tld  
Admin Contact: Jeanne Durand  
Phone Number: +33.3105551214  
Fax Number: +33.3105551213  
Email : jeannedurand@registraire-exemple.tld  
Technical Contact: Georges Dupont  
Phone Number: +33.3105551215  
Fax Number: +33.3105551216  
Email: georgesdupont@registraire-exemple.tld  
>>> Dernière mise à jour de la base de données WHOIS : 2009-05-29T20:15:00Z <<<

#### 1.6. Données du serveur de noms :

1.6.1. whois "NS1.EXEMPLE.TLD" ou whois "serveur de noms (adresse IP)"

#### 1.6.2. Format de la réponse :

Server Name: NS1.EXEMPLE.TLD  
IP Address: 192.0.2.123  
IP Address: 2001:0DB8::1  
Registrar: Registraire exemple, SA  
WHOIS Server: whois.exemple-registrar.tld  
Referral URL: http://www.registraire-exemple.tld  
>>> Dernière mise à jour de la base de données  
WHOIS : 2009-05-29T20:15:00Z <<<

1.7. Le format des champs de données suivants : statut de domaine, noms de personnes et d'organisations, adresse, rue, ville, état/province, code postal, pays, numéros de téléphone et de fax, adresses électronique, dates et heures doivent correspondre aux mappages spécifiés par les normes EPP RFC 5730 à 5734, afin que l'affichage de ces informations (ou des valeurs renvoyées dans les réponses WHOIS) puisse être traité et compris de façon uniforme.

**[Remarque à l'intention de la communauté concernant le passage de la version v4 à v5 : le conseil d'administration de l'ICANN a évoqué l'éventuelle obligation de fournir des Whois consultables (Section 1.8 de la Spécification 4 de la précédente version du contrat de registre préliminaire) à son groupe de travail sur la protection des consommateurs/données ; cette étude n'est pas encore terminée. Dans le cadre de cette version préliminaire de la Spécification 4, ladite obligation a été supprimée, mais elle peut être modifiée et réintroduite sur ordre du groupe de travail et du conseil d'administration de l'ICANN.]**

## 2. Accès au fichier de zone

### 2.1. Accès des tiers

2.1.1 **Contrat d'accès au fichier de zone.** L'opérateur de registres s'engage à conclure avec tout internaute un contrat autorisant ledit internaute à accéder à un ou plusieurs serveurs hôtes, désignés par l'opérateur de registres, et à télécharger des données de fichier de zone. Le contrat sera normalisé, simplifié et géré par un fournisseur de services d'accès au fichier de zone (le « Fournisseur ZFA ») conformément au projet de mise en œuvre de l'accès au fichier de zone (le « Projet ZFA ») daté du [ ] disponible à cette adresse <LINK>. L'opérateur de registres s'engage à coopérer avec le Fournisseur ZFA afin d'établir un accès uniforme aux données du fichier de zone. Nonobstant ce qui précède, (a) l'opérateur de registres est en droit de rejeter la requête d'accès d'un utilisateur susceptible, selon l'opinion raisonnable de l'opérateur de registres, d'enfreindre les clauses de la section 2.1.5 ci-dessous et (b) le Fournisseur ZFA est en droit de rejeter la requête d'accès d'un utilisateur qui ne respecte pas tous les critères d'information d'identification établis conformément au Projet ZFA.

2.1.2. **Informations sur l'utilisateur.** L'opérateur de registres, par l'intermédiaire du Fournisseur ZFA, peut exiger de chaque utilisateur qu'il lui fournisse des informations suffisantes pour identifier ledit utilisateur, ainsi que son serveur désigné. Ces informations sur l'utilisateur incluront, sans s'y limiter, le nom de société, le nom du contact, l'adresse, le numéro de téléphone, le numéro de télécopie, l'adresse e-mail et le nom et l'adresse IP de la machine hôte Internet.

2.1.3. **Octroi d'accès.** L'opérateur de registres s'engage à accorder à l'utilisateur un droit limité non transférable et non exclusif d'accès au serveur de l'opérateur de registres et de transférer sur le serveur de l'utilisateur une copie des fichiers de zone de domaine de premier niveau, ainsi que tout fichier chiffré de contrôle de total associé, pas plus d'une fois par période de 24 heures, via FTP, HTTP ou tout autre protocole d'accès et de transfert de données éventuellement prescrit par l'ICANN.

2.1.4. **Normes de format de fichier.** L'opérateur de registres fournira des fichiers de zone au format standard Fichier maître comme défini à l'origine dans la norme RFC 1035, Section 5, y compris tous les enregistrements présents dans la zone réelle utilisés dans le DNS public exploitant l'un des sous-formats spécifiés dans le Projet ZFA.

2.1.5. **Utilisation des données par l'utilisateur.** L'opérateur de registres s'engage à autoriser l'utilisateur à utiliser le fichier de zone à des fins légales, à condition que (a) l'utilisateur prenne toutes les mesures raisonnables pour garantir la protection contre l'accès non autorisé, l'utilisation et la divulgation des données, et (b), en aucun cas, l'opérateur de registres ne sera dans l'obligation d'autoriser l'utilisateur à utiliser les données pour (i) permettre, autoriser ou prendre en charge la transmission par courrier électronique, téléphone ou télécopie de publicités ou sollicitations commerciales de masse non sollicitées aux entités autres que les propres clients de l'utilisateur, ou (ii) autoriser des processus volumineux, automatisés et électroniques qui envoient des requêtes ou des données aux systèmes d'un opérateur de registres ou à un registraire accrédité par l'ICANN.

2.1.6. **Période d'utilisation.** L'opérateur de registres, par l'intermédiaire du Fournisseur ZFA, s'engage à fournir à chaque utilisateur un accès au fichier de zone durant une période minimale de trois (3) mois.

2.1.7. **Accès fourni sans paiement de droits.** L'opérateur de registres s'engage à fournir à l'utilisateur un accès gratuit au fichier de zone et le Fournisseur ZFA s'engage à mettre en œuvre ledit accès.



*[Remarque : la présente section 2.1 a été modifiée suite à la conclusion des travaux du groupe consultatif sur l'accès au fichier de zone et sa recommandation à l'ICANN qu'un prestataire de service soit établi pour améliorer l'accès aux informations d'un fichier de zone dans les nouveaux TLD. La mise en œuvre de ladite recommandation est en cours de développement et soumise aux commentaires de la communauté avant d'être incluse dans le contrat de registre gTLD final.]*

## 2.2 Accès de l'ICANN.

2.2.1. **Accès général.** L'opérateur de registres s'engage à fournir un accès en masse aux fichiers de zones pour le registre du TLD, à l'ICANN ou à son représentant, de façon continue, tel que spécifié ultérieurement de façon raisonnable par l'ICANN.

## SPÉCIFICATION 5

### PROGRAMME DES NOMS RÉSERVÉS AU SECOND NIVEAU DES REGISTRES DE GTLD

Sauf mention contraire formulée expressément et par écrit par l'ICANN, l'opérateur de registres devra réserver (c'est-à-dire que l'opérateur de registres ne pourra pas enregistrer, déléguer, utiliser ni mettre à disposition d'un tiers ces étiquettes, mais pourra les enregistrer en son nom propre afin qu'elles ne soient ni déléguées, ni utilisées) les noms formés à partir des étiquettes suivantes afin qu'elles ne puissent pas faire l'objet d'un enregistrement initial (par opposition à un renouvellement) au sein du TLD :

1. **Exemple. L'étiquette « EXAMPLE »** devra être réservée au second niveau et à tous les niveaux au sein du TLD dans lequel l'opérateur de registres effectue des enregistrements.
2. **Étiquettes de deux caractères.** Toutes les étiquettes de deux caractères seront initialement réservées. La réservation d'une chaîne d'étiquette de deux caractères sera libérée dans la mesure où l'opérateur de registres conclut un accord avec le gouvernement et le gestionnaire de codes pays. L'opérateur de registres peut également proposer la libération de ces réservations en fonction de la mise en œuvre de mesures pour éviter la confusion avec les codes pays correspondants.
3. **Noms de domaine marqués.** Les étiquettes peuvent inclure des tirets uniquement à la troisième et quatrième position si elles représentent des noms de domaine internationalisés valides dans leur encodage ASCII (par exemple « xn--ndk061n »).
4. **Réservations de second niveau pour les opérations de registres.** Les noms suivants sont réservés pour leur utilisation en rapport avec l'exploitation du registre pour le TLD. L'opérateur de registres peut les utiliser, mais à l'issue de la désignation de l'opérateur de registres en tant qu'opérateur de ce registre pour le TLD, ils seront transférés conformément aux indications de l'ICANN : NIC, WWW, IRIS et WHOIS.
5. **Noms de pays et de régions.** Les noms de pays et de régions contenus dans les listes reconnues au niveau international doivent être réservés au deuxième niveau et à tous les autres niveaux au sein du TLD dans lequel l'opérateur de registres effectue les enregistrements :
  - 5.1. la forme abrégée (en anglais) de tous les noms de pays et de région spécifiés sur la liste ISO 3166-1, et ses mises à jour régulières ;
  - 5.2. le groupe d'experts des Nations Unies sur les noms géographiques, le Manuel de normalisation des noms géographiques, partie III Noms de pays du monde ; et
  - 5.3. la liste des États membres des Nations Unies, dans les 6 langues officielles, préparée par le groupe de travail sur les noms de pays de la conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques.

## SPÉCIFICATION 6

### SPÉCIFICATIONS D'INTEROPÉRABILITÉ, DE CONTINUITÉ ET DE PERFORMANCE DU REGISTRE

#### 1. Conformité avec les normes

L'opérateur de registres s'engage à mettre en œuvre et à respecter les RFC existantes et celles publiées à l'avenir par le groupe de travail qui développe et promeut les standards Internet (IETF), notamment toutes les normes, modifications ou ajouts suivants liés (i) au DNS et aux opérations de serveur de noms incluant, sans s'y limiter, les RFC 1034, 1035, 1982, 2181, 2182, 2671, 3226, 3596, 3597, 3901, 4343, 4472 et 5966 ; et (ii) à l'approvisionnement et à la gestion des noms de domaine utilisant le protocole EPP (Extensible Provisioning Protocol) en conformité avec les RFC 3735, 5910, 5730, 5731, 5732, 5733 et 5734. Si l'opérateur de registres met en œuvre une période de grâce de registre (Registry Grace Period, RGP), celle-ci respectera la norme RFC 3915 et suivantes. Si l'opérateur de registres requiert l'utilisation de fonctionnalités en dehors des RFC EPP de base, il doit documenter les extensions EPP au format avant-projet Internet, suivant les directives décrites dans la RFC 3735. L'opérateur de registres fournira et mettra à jour la documentation pertinente portant sur toutes les extensions et tous les objets EPP pris en charge par l'ICANN avant le déploiement.

L'opérateur de registres doit signer ses fichiers de zone TLD en implémentant les extensions de sécurité du système de noms de domaine (Domain Name System Security Extensions, DNSSEC). Pendant la durée de l'accord, l'opérateur de registres s'engage à respecter les RFC 4033, 4034, 4035, 4509 et les suivantes, et à se conformer aux meilleures pratiques décrites dans la RFC 4641 et ses suivantes. Si l'opérateur de registres met en œuvre le déni d'existence authentifié haché (Hashed Authenticated Denial of Existence) pour le DNSSEC (DNS Security Extensions), il s'engage à respecter la RFC 5155 et ses suivantes. L'opérateur de registres doit accepter des éléments à clé publique des noms de domaine enfants de façon sécurisée et selon les meilleures pratiques de l'industrie. L'opérateur de registres s'engage également à publier sur son site Web, les déclarations de pratiques DNSSEC (DPS) décrivant les procédures et contrôles de sécurité cruciaux pour le stockage principal du matériel, l'accès et l'utilisation de ses propres clés et l'acceptation sécurisée du matériel à clé publique des requérants.

Si l'opérateur de registres propose des noms de domaine internationalisés (« IDN »), les normes RFC 5890, 5891, 5892, 5893 et suivantes doivent être respectées. L'opérateur de registres s'engage à respecter les directives IDN de l'ICANN à l'adresse <<http://www.icann.org/en/topics/idn/implementation-guidelines.htm>>, celles-ci pouvant être occasionnellement amendées, modifiées ou remplacées. L'opérateur de registres doit publier et tenir à jour ses tables IDN et les règles d'enregistrement d'IDN dans le Référentiel des pratiques relatives aux IDN de l'IANA, tel que spécifié dans les directives IDN de l'ICANN.

L'opérateur de registres doit pouvoir accepter les adresses IPv6 en tant qu'enregistrement de type glue dans son système de registre et à les publier dans le DNS. L'opérateur de registres doit proposer un transport IPv6 public pour au moins deux de ses serveurs de noms du registre répertoriés dans la zone racine avec leurs adresses IPv6 correspondantes enregistrées auprès de l'IANA. L'opérateur de registres doit se conformer aux « Directives opérationnelles sur le transport du DNS via IPv6 » suivant la description dans le BCP 91. L'opérateur de registres doit proposer un transport IPv6 public pour ses services de publication de données d'enregistrement, tel que défini dans la Spécification 4 de cet accord ; par exemple, Whois (RFC 3912) et Whois basés sur le Web. L'opérateur de registres doit proposer un transport IPv6 public pour son système d'enregistrement partagé (SRS) à tout registraire, au plus tard six mois après la réception de la première demande par écrit d'un registraire accrédité gTLD souhaitant exploiter le SRS sur IPv6.

## 2. Continuité et services de registres

Les « services de registres » sont, pour les besoins de l'accord de registre, définis comme suit : (a) ces services qui sont des opérations du registre essentielles aux tâches suivantes : la réception de données provenant des bureaux d'enregistrement concernant l'enregistrement de noms de domaine et de serveurs de noms ; l'approvisionnement des bureaux d'enregistrement grâce aux états liés aux serveurs zones pour le TLD ; la diffusion des fichiers de zone TLD ; le fonctionnement des serveurs DNS de registre ; et la diffusion des coordonnées et autres informations liées aux enregistrements de serveurs de noms de domaine dans le TLD comme l'exige l'accord de registre ; et (b) d'autres produits ou services que doit fournir l'opérateur de registres du fait de l'établissement d'une politique consensuelle telle que définie dans la Spécification 1 ; (c) tout autre produit ou service que seul un opérateur de registres est habilité à fournir, du fait de son statut d'opérateur de registres ; et (d) les changements déterminés apportés aux services de registres dans le cadre de (a), (b) ou (c).

L'opérateur de registres s'engage à conduire ses opérations en utilisant un réseau et des serveurs redondants géographiquement répartis (offrant notamment une redondance de niveau réseau, une redondance de niveau nœud terminal et l'implémentation d'un mécanisme d'équilibrage de la charge) pour garantir un fonctionnement continu en cas de défaillance technique (générale ou locale), d'insolvabilité d'entreprise, ou d'événement ou de circonstance hors du contrôle de l'opérateur de registres.

L'opérateur de registres s'engage à déployer des efforts commercialement raisonnables pour rétablir les fonctions critiques du registre dans les 24 heures suivant la fin d'un événement extraordinaire hors du contrôle de l'opérateur de registres et rétablir le fonctionnement complet du système dans un délai maximal de 48 heures suivant la survenue d'un tel événement, en fonction du type de fonction critique concernée. Les interruptions de service dues à un tel événement ne seront pas considérées comme un défaut de disponibilité du service.

L'opérateur de registres doit maintenir un plan de continuité de l'activité qui garantira la préservation des services de registres dans le cas d'un événement extraordinaire hors du contrôle de l'opérateur de registres ou d'un échec commercial de l'opérateur de registres. Ce plan pourra également désigner un fournisseur de continuité de services de registres. Si un tel plan désigne un fournisseur de continuité de services de registres, l'opérateur de registres doit fournir le nom et les coordonnées de ce fournisseur à l'ICANN.

En cas d'événement extraordinaire hors du contrôle de l'opérateur de registres lors duquel il est impossible de le contacter, l'opérateur de registres accepte que l'ICANN contacte le fournisseur de continuité de services de registres désigné, le cas échéant.

L'opérateur de registres s'engage à conduire de tests de continuité de services de registres au moins une fois par an.

Pour les noms de domaine qui ne sont pas enregistrés, pour lesquels le requérant n'a pas fourni d'enregistrements valides tels que des enregistrements NS à lister dans le fichier de zone DNS, ou dont le statut ne leur permet pas d'être publiés dans le DNS, l'utilisation d'enregistrements de ressources avec caractères génériques DNS, tel que décrit dans les RFC 1034 et 4592 ou toute autre méthode ou technologie permettant de synthétiser des enregistrements de ressources DNS ou d'utiliser la redirection dans le DNS par le registre, est interdite. Lorsque de tels noms de domaine sont demandés, les serveurs de noms publics faisant autorité doivent renvoyer une réponse « Erreur de nom » (également appelée NXDOMAIN), RCODE 3, telle que décrite dans la norme RFC 1035 et dans les RFC associées. Cette disposition s'applique à tous les fichiers de zone du DNS, à tous les niveaux de l'arborescence DNS pour lesquels l'opérateur de registres (ou un affilié engagé dans la prestation de services d'enregistrement) met à jour des données, organise une telle maintenance ou perçoit des revenus de cette maintenance.

L'opérateur de registres doit fournir à l'ICANN et publier sur son site Web ses coordonnées exactes, y compris des adresses e-mail et postale valides et le point de contact principal chargé de traiter toutes les questions relatives aux problèmes de comportements malveillants dans le TLD. En outre, il informera immédiatement l'ICANN de tout changement apporté à ces informations.

### 3. Périodes d'enregistrement initial et renouvelé acceptées

Les enregistrements initiaux des noms enregistrés peuvent être effectués dans le registre par incréments d'une (1) année pour une période maximale de dix (10) ans. Pour écarter tout doute, les enregistrements initiaux des noms enregistrés ne peuvent pas excéder dix (10) ans.

Les enregistrements renouvelés des noms enregistrés peuvent être effectués par incréments d'une (1) année pour une période maximale de dix (10) ans. Pour écarter tout doute, les enregistrements renouvelés des noms enregistrés ne peuvent pas excéder dix (10) ans.

### 4. Spécifications de performance

	Paramètre	SLR (base mensuelle)
<b>DNS</b>	Disponibilité du service DNS	0 min de temps d'arrêt = 100 % disponibilité
	Disponibilité du serveur de noms DNS	≤ 432 min de temps d'arrêt (≈ 99 %)
	RTT de résolution DNS sur TCP	≤ 1500 ms, pour au moins 95 % des requêtes
	RTT de résolution DNS sur UDP	≤ 400 ms, pour au moins 95 % des requêtes
	Période de mise à jour du DNS	≤ 60 min, pour au moins 95 % des mises à jour
<b>RDPS</b>	Disponibilité RDPS	≤ 432 min de temps d'arrêt (≈ 99 %)
	RTT de requête RDPS	≤ 1500 ms, pour au moins 95 % des requêtes
	Période de mise à jour RDPS	≤ 60 min, pour au moins 95 % des mises à jour
<b>EPP</b>	Disponibilité du service EPP	≤ 864 min de temps d'arrêt (≈ 98 %)
	RTT de commande de session EPP	≤ 3000 ms, pour au moins 90 % des commandes
	RTT de commande de requête EPP	≤ 1500 ms, pour au moins 90 % des commandes
	RTT de commande de transformation EPP	≤ 3000 ms, pour au moins 90 % des commandes

**SLR** L'exigence de niveau de service est le niveau de service attendu pour un paramètre spécifique mesuré dans un contrat de niveau de service (SLA).

**RTT** La durée de parcours circulaire ou **RTT** fait référence au temps mesuré entre l'envoi du premier bit du premier paquet de la séquence requise pour effectuer une requête et la réception du dernier bit du dernier paquet de la séquence requise pour recevoir la réponse. Si le client ne reçoit pas la totalité de la séquence de paquets requise pour considérer la réponse comme reçue, la durée sera considérée comme non définie.

**Adresse IP** Se réfère à l'adresse IPv4 ou IPv6 sans faire de distinction. Lorsqu'une distinction est requise, IPv4 ou IPv6 est précisé.

**DNS** Fait référence au système de noms de domaine, tel que spécifié dans les RFC 1034, 1035 et les RFC associées.

**Disponibilité du service DNS** Fait référence à l'aptitude d'un groupe de serveurs de noms faisant autorité pour un nom de domaine spécifique (par exemple, un TLD), à répondre aux requêtes DNS d'un utilisateur Internet. Pour que le service soit considéré comme disponible à un moment donné, au moins deux serveurs de noms enregistrés dans le DNS doivent obtenir des résultats définis aux « **tests DNS** » pour chaque « **adresse IP** » inscrite au DNS public sur les deux transports (UDP et TCP). Si au moins 51 % des sondes du test DNS perçoivent le service comme étant indisponible sur l'un des transports (UDP ou TCP), pendant une période donnée, le service DNS sera considéré comme indisponible.

**Disponibilité du serveur de noms DNS** Fait référence à l'aptitude d'une « **adresse IP** » inscrite DNS public d'un serveur de noms spécifique faisant autorité pour un nom de domaine, à répondre aux requêtes DNS d'un utilisateur Internet. Toutes les « **adresses IP** » inscrites DNS public de tous les serveurs de noms pour un nom de domaine contrôlé doivent être testées séparément. Si au moins 51 % des sondes du test DNS obtiennent des résultats non définis aux « **tests DNS** » pour une « **adresse IP** » de serveur de noms sur l'un des transports (UDP ou TCP), pendant une période donnée, « **l'adresse IP** » du serveur de nom sera considérée comme indisponible.

**RTT de résolution DNS sur UDP** Fait référence au **RTT** de la séquence de deux paquets, la requête DNS UDP et la réponse DNS UDP correspondante. Si le **RTT** est au moins 5 fois supérieur au SLR correspondant, le **RTT** sera considéré comme non défini.

**RTT de résolution DNS sur TCP** Fait référence au **RTT** de la séquence de paquets entre le début et la fin de la connexion TCP, incluant la réception de la réponse DNS pour une seule requête DNS. Si le **RTT** est au moins 5 fois supérieur au SLR correspondant, le **RTT** sera considéré comme non défini.

**RTT de résolution DNS** Fait référence au « **RTT de résolution DNS sur UDP** » ou au « **RTT de résolution DNS sur TCP** ».

**Période de mise à jour du DNS** Fait référence au temps mesuré entre la réception d'une confirmation EPP pour une commande de transformation sur un nom de domaine et le moment où tous les serveurs de noms du nom de domaine parent répondent aux « **requêtes DNS** » avec des données adaptées aux changements appliqués. Cela s'applique uniquement aux changements apportés aux informations DNS.

**Test DNS** Signifie qu'une demande DNS non récurrente a été envoyée à une « **adresse IP** » particulière (via UDP ou TCP). Si le DNSSEC est proposé dans la zone DNS demandée, pour qu'une demande soit considérée comme étant sans réponse, les signatures doivent être vérifiées positivement avec un enregistrement DS correspondant publié dans la zone parent ou, si le parent n'est pas signé, avec une autorité de certification configurée statiquement. La requête doit concerner des noms de domaine existants. La réponse à une requête doit contenir les informations correspondantes du système de registre, sinon la requête sera considérée comme étant sans réponse. Si la réponse à une requête est définie sur TC, la requête sera considérée comme étant sans réponse. Une requête avec un « **RTT de résolution DNS** » 5 fois supérieur au SLR correspondant sera considérée comme étant sans réponse. Les résultats possibles à un test DNS sont les suivants : un nombre en millisecondes correspondant au « **RTT de résolution DNS** », ou non défini/sans réponse.

**Mesurer les paramètres DNS** Toutes les minutes, chaque sonde du DNS doit effectuer un « **test DNS** » sur UDP et TCP pour chaque « **adresse IP** » inscrite DNS public des serveurs de noms du nom de domaine contrôlé. Si un « **test DNS** » est sans réponse, l'IP testée sera considérée comme indisponible pour le transport correspondant (UDP ou TCP) par cette sonde jusqu'à ce qu'un autre test soit effectué. Pour considérer une mesure valide à une période de mesure donnée, le nombre minimum de sondes de test actives doit être de 20, sinon les mesures seront rejetées et considérées comme non concluantes ; dans ce cas, aucune faute ne sera signalée par rapport aux SLR.

**Placement des sondes du DNS** Les sondes pour la mesure des paramètres DNS doivent être placées aussi près que possible des résolveurs DNS sur les réseaux comportant le plus d'utilisateurs dans des régions géographiques différentes ; des précautions doivent être prises pour ne pas déployer de sondes derrière des liens à fort délai de propagation, tels que des liens satellites.

**RDPS** Les services de publication des données d'enregistrement font référence à l'ensemble des services WHOIS et WHOIS basés sur le Web tels que définis dans la « SPÉCIFICATION 4 » de cet accord.

**Disponibilité du RDPS** Fait référence à l'aptitude de tous les services RDPS pour le TLD à répondre aux requêtes d'un utilisateur Internet avec des données appropriées du système de registre. Pour que le RDPS soit considéré comme disponible à un moment donné, une adresse IPv4 et une adresse IPv6 pour chaque service RDPS doivent obtenir des résultats définis aux « **tests RDPS** ». Si au moins 51 % des sondes du test RDPS perçoivent l'un des services RDPS comme étant indisponible au cours d'une période donnée, le RDPS sera considéré comme indisponible.

**RTT de requête WHOIS** Fait référence au **RTT** de la séquence de paquets entre le début et la fin de la connexion TCP, incluant la réception de la réponse WHOIS. Si le **RTT** est au moins 5 fois supérieur au SLR correspondant, le **RTT** sera considéré comme non défini.

**RTT de requête WHOIS basé sur le Web** Fait référence au **RTT** de la séquence de paquets entre le début et la fin de la connexion TCP, incluant la réception de la réponse HTTP pour une seule requête HTTP. Si l'opérateur de registres implémente un processus à plusieurs étapes pour obtenir des informations, seule la dernière étape sera mesurée. Si le **RTT** est au moins 5 fois supérieur au SLR correspondant, le **RTT** sera considéré comme non défini.

**RTT de requête RDPS** Se réfère à l'ensemble des « **RTT de requête WHOIS** » et « **RTT de requête WHOIS basé sur le Web** ».

**Période de mise à jour RDPS** Fait référence au temps mesuré entre la réception d'une confirmation EPP pour une commande de transformation sur un nom de domaine et le moment où toutes les « **adresses IP** » de tous les serveurs de tous les services RDPS reflètent les changements appliqués.

**Test RDPS** Signifie qu'une requête a été envoyée à une « **adresse IP** » spécifique pour l'un des serveurs d'un des services RDPS. Les requêtes doivent concerner des objets existants du système de registre, et les réponses doivent contenir les informations correspondantes, auquel cas la requête sera considérée comme étant sans réponse. Les requêtes dont le **RTT** est 5 fois supérieur au SLR correspondant seront considérées comme étant sans réponse. Les résultats possibles à un test RDPS sont les suivants : un nombre en millisecondes correspondant au **RTT**, non défini ou sans réponse.

**Mesurer les paramètres RDPS** Toutes les minutes, chaque sonde du RDPS sélectionne aléatoirement une adresse IPv4 et une adresse IPv6 parmi toutes les « **adresses IP** » inscrites DNS public des serveurs pour chaque service RDPS du TLD contrôlé et effectue un « **test RDPS** » sur chacune d'entre elles. Si un « **test RDPS** » n'obtient pas de réponse, le service RDPS correspondant sur IPv4 ou IPv6, si tel est le cas,

sera considéré comme indisponible pour cette sonde jusqu'à ce qu'un autre test soit effectué. Pour considérer une mesure valide à une période de mesure donnée, le nombre minimum de sondes de test actives doit être de 10, sinon les mesures seront rejetées et considérées comme non concluantes ; dans ce cas, aucune faute ne sera signalée par rapport aux SLR.

**Placement des sondes RDPS** Les sondes pour la mesure des paramètres RDPS doivent être placées dans les réseaux comportant le plus d'utilisateurs dans des régions géographiques différentes ; des précautions doivent être prises pour ne pas déployer de sondes derrière des liens à fort délai de propagation, tels que des liens satellites.

**EPP** Fait référence au protocole EPP (Extensible Provisioning Protocol), tel que spécifié dans la RFC 5730 et les RFC associées.

**Disponibilité du service EPP** Fait référence à l'aptitude des serveurs EPP TLD en tant que groupe à répondre aux commandes des bureaux d'enregistrement accrédités qui disposent déjà d'informations d'identification pour les serveurs. La réponse doit inclure les données appropriées du système de registre. Une commande EPP avec un « **RTT de commande EPP** » 5 fois supérieur au SLR correspondant sera considérée comme étant sans réponse. Pour que le service EPP soit considéré comme disponible au cours d'une période de mesure, au moins une adresse IPv4 et une adresse IPv6 (si EPP est proposé sur IPv6) de l'ensemble des serveurs EPP doit obtenir des résultats définis aux « **tests EPP** ». Si au moins 51 % des sondes du test EPP perçoivent le service EPP comme étant indisponible à un moment donné, le service EPP sera considéré comme indisponible.

**RTT de commande de session EPP** Fait référence au **RTT** de la séquence de paquets incluant l'envoi d'une commande de session et la réception de la réponse EPP pour une seule commande de session EPP. Pour une commande de connexion, il inclura les paquets requis pour démarrer la session TCP. Pour une commande de déconnexion, il inclura les paquets requis pour fermer la session TCP. Les commandes de session EPP sont décrites dans la section 2.9.1 de la RFC EPP 5730. Si le **RTT** est au moins 5 fois supérieur au SLR correspondant, le **RTT** sera considéré comme non défini.

**RTT de commande de requête EPP** Se rapporte au **RTT** de la séquence de paquets incluant l'envoi d'une commande de requête et la réception de la réponse EPP pour une seule commande de requête EPP. Il n'inclut pas les paquets requis pour démarrer ou fermer l'EPP ou une session TCP. Les commandes de requête EPP sont décrites dans la section 2.9.2 de la RFC EPP 5730. Si le **RTT** est au moins 5 fois supérieur au SLR correspondant, le **RTT** sera considéré comme non défini.

**RTT de commande de transformation EPP** Se réfère au **RTT** de la séquence de paquets incluant l'envoi d'une commande de transformation et la réception de la réponse EPP pour une seule commande de transformation EPP. Il n'inclut pas les paquets requis pour démarrer ou fermer l'EPP ou une session TCP. Les commandes de transformation EPP sont décrites dans la section 2.9.3 de la RFC EPP 5730. Si le **RTT** est au moins 5 fois supérieur au SLR correspondant, le **RTT** sera considéré comme non défini.

**RTT de commande EPP** Fait référence au « **RTT de commande de session EPP** », au « **RTT de commande de requête EPP** » ou au « **RTT de commande de transformation EPP** ».

**Test EPP** Signifie qu'une commande EPP a été envoyée à une « **adresse IP** » particulière pour l'un des serveurs EPP. Les commandes de transformation et de requête, à l'exception de « créer », doivent concerner des objets existants du système de registre. La réponse doit inclure les données appropriées du système de registre. Les résultats possibles à un test EPP sont les suivants : un nombre en millisecondes correspondant au **RTT de commande EPP**, non défini ou sans réponse.



**Mesurer les paramètres EPP** Toutes les 5 minutes, chaque sonde EPP sélectionne aléatoirement une « **adresse IP** » des serveurs EPP du TLD contrôlé et effectue un « **test EPP** ». Pour le test, elle doit à chaque fois alterner entre les trois types de commandes et entre les commandes au sein de chaque type. Si un « **test EPP** » n'obtient pas de réponse, le service EPP sera considéré comme indisponible par cette sonde jusqu'à ce qu'un autre test soit effectué. Pour considérer une mesure valide à une période de mesure donnée, le nombre minimum de sondes de test actives doit être de 10, sinon les mesures seront rejetées et considérées comme non concluantes ; dans ce cas, aucune faute ne sera signalée par rapport aux SLR.

**Placement des sondes EPP** Les sondes pour la mesure des paramètres EPP doivent être placées à l'intérieur ou à proximité des points d'accès à Internet des bureaux d'enregistrement dans des régions géographiques différentes ; des précautions doivent être prises pour ne pas déployer de sondes derrière des liens à fort délai de propagation, tels que des liens satellites.

**Liste des sondes** La liste actuelle des sondes pour DNS, RDPS et EPP est disponible dans la section <référence>. L'opérateur de registres est chargé de prendre les mesures nécessaires pour garantir que les tests des sondes listées ne soient pas bloqués par son équipement réseau. La liste peut être mise à jour le cas échéant par l'ICANN, à condition que l'ICANN informe l'opérateur de registres 90 jours avant d'effectuer des changements. Au cours de cette période, l'opérateur de registres aura accès aux lectures des nouvelles sondes, et l'ICANN ne tiendra pas compte de ces mesures pour les besoins du SLA.

**Fenêtres de maintenance** L'opérateur de registres est encouragé à effectuer des maintenances pour les différents services à des dates et heures de trafic statistiquement faible pour chaque service. Notez toutefois qu'il n'existe aucune clause d'interruption de service planifiée ou similaire. Tout temps d'arrêt, pour cause de maintenance ou de défaillance du système, sera simplement noté comme temps d'arrêt et compté pour les besoins du SLA.

## 5. Seuils d'urgence

Fonction critique	Seuils d'urgence	
Service DNS (tous les serveurs)	4 heures de temps d'arrêt continu	4 heures de temps d'arrêt par semaine
Résolution appropriée des technologies DNSSEC	4 heures de temps d'arrêt continu	4 heures de temps d'arrêt par semaine
SRS (EPP)	5 jours de temps d'arrêt continu	5 jours de temps d'arrêt par mois
WHOIS/WHOIS basé sur le Web	7 jours de temps d'arrêt continu	7 jours de temps d'arrêt par mois
Dépôt de données	Rupture du contrat de registre causée par des remises de dépôts manquantes, tel que cela est décrit dans la spécification 2, partie B, section 6.	

## SPÉCIFICATION 7

### EXIGENCES MINIMALES S'APPLIQUANT AUX MÉCANISMES DE PROTECTION DES DROITS

1. **Mécanismes de protection des droits.** L'opérateur de registres s'engage à mettre en œuvre et à respecter tout mécanisme de protection des droits (ci-après désignés comme des « RPM ») défini à tout moment par l'ICANN. L'opérateur de registres peut également développer et mettre en œuvre des RPM supplémentaires qui découragent ou empêchent l'enregistrement de noms de domaines enfreignant les droits légaux d'une autre partie ou en abusant. L'opérateur de registres inclura tous les RPM, mandatés par l'ICANN et développés indépendamment, dans le contrat registre-registraire conclu par les registraires accrédités par l'ICANN autorisés à enregistrer des noms dans le TLD. L'opérateur de registres s'engage à mettre en œuvre au moins l'un des RPM suivants, conformément aux exigences établies par l'ICANN pour le processus Clearinghouse pour les marques (qui peut être révisé ultérieurement) :

- a. Un service de réclamation avant lancement, associé au processus Clearinghouse pour les marques établi par l'ICANN pour les enregistrements dans le TLD, permettant l'envoi de notifications concernant l'enregistrement de noms de domaines : (a) aux requérants potentiels de noms de domaines identiques aux marques contenues dans le système Clearinghouse et (b) aux propriétaires des marques contenues dans le système Clearinghouse ; ou
- b. Une procédure d'enregistrement « sunrise » permettant, au cours d'une durée exclusive avant l'enregistrement général de noms de domaines dans le TLD, aux propriétaires de marques de commerce et de marques de service enregistrés auprès du système Clearinghouse pour les marques d'enregistrer des noms de domaines dans le TLD.

L'opérateur de registres s'engage à n'autoriser aucun propriétaire de droits de propriété intellectuelle applicables à utiliser quelque autre service d'agrégation, de notification ou de validation d'informations de marques commerciales que ce soit, s'ajoutant ou se substituant au processus Clearinghouse pour les marques désigné par l'ICANN.

2. **Mécanismes de règlement des différends.** L'opérateur de registres respectera les mécanismes suivants de règlement des différends, à mesure de l'évolution ultérieure de ces mécanismes :

- a. la procédure de règlement des différends après délégation de la marque (PDDRP) et la procédure de règlement des différends sur les restrictions des registres (RRDRP) adoptées par l'ICANN (publiées à l'adresse [urls à insérer lorsque la procédure finale sera adoptée]),
  - i. L'opérateur de registres accepte de rembourser le plaignant PDDRP de tout frais que celui-ci a dû verser au fournisseur, dans les cas où le Panel donne raison au plaignant.

- ii. L'opérateur de registres accepte également de mettre en œuvre et de respecter tous les recours imposés par l'ICANN (notamment tout recours raisonnable, y compris, à des fins de clarification, la résiliation du contrat de registre conformément à la section 4.3(e) dudit contrat) suite une détermination par tout panel PDDRP ou RRDRP.
  
- b. le système de suspension rapide uniforme (ci-après désigné comme l'« URS ») adopté par l'ICANN, (publié à l'adresse [url à insérer]), y compris la mise en œuvre des déterminations émises par les examinateurs URS.

## SPÉCIFICATION 8

### INSTRUMENT ASSURANT LA CONTINUITÉ DES OPÉRATIONS

1. L'instrument assurant la continuité des opérations devra (a) fournir suffisamment de ressources financières pour assurer la continuité des opérations des fonctions de registre de base liées au TLD établies à la section [ ] du Guide de candidature posté à l'adresse [URL à insérer une fois achevé le Guide de candidature] (ici incorporé à la présente spécification 8 par référence) pour une période de trois (3) ans suivant toute résiliation du présent contrat avant ou le jour du cinquième anniversaire de la date d'entrée en vigueur ou pour une période d'un (1) an suivant toute résiliation du présent contrat après le cinquième anniversaire de la date d'entrée en vigueur mais avant ou le jour du sixième (6) anniversaire de la date d'entrée en vigueur, et (b) devra prendre la forme soit (i) d'une lettre de garantie irrévocable, soit (ii) d'un dépôt en espèces irrévocable, chacun devant remplir les conditions établies à la section [ ] du Guide de candidature posté à l'adresse [URL à insérer une fois achevé le Guide de candidature] (ici incorporé à la présente spécification 8 par référence). L'opérateur de registres devra faire de son mieux pour prendre toutes les mesures nécessaires ou conseillées afin de maintenir en vigueur l'instrument assurant la continuité des opérations pour une période de six (6) ans à compter de la date d'entrée en vigueur, et de faire en sorte que l'ICANN reste le tiers bénéficiaire de celui-ci. L'opérateur de registres fournira à l'ICANN des copies des documents finaux relatifs à l'instrument assurant la continuité des opérations et devra maintenir l'ICANN informé, dans la mesure du raisonnable, de l'évolution substantielle concernant ledit instrument assurant la continuité des opérations. L'opérateur de registres ne devra pas accorder, ni autoriser, toute modification de, ou renonciation en vertu de l'instrument assurant la continuité des opérations ou de tout document relatif à celui-ci sans le consentement préalable écrit de l'ICANN (qui ne doit pas être refusé sans motif raisonnable). L'instrument assurant la continuité des opérations doit expressément stipuler que l'ICANN peut accéder aux ressources financières de cet instrument, conformément à la section 2.13 ou à la section 4.5 [à insérer pour les entités gouvernementales : ou à la section 7.14] du contrat de registre.
2. Si, nonobstant tous les efforts de l'opérateur de registres pour satisfaire ses obligations en vertu de l'alinéa précédent, l'instrument assurant la continuité des opérations expire ou est résilié par un tiers au présent contrat, en tout ou partie, pour tout motif, avant le sixième anniversaire de la date d'entrée en vigueur, l'opérateur de registres devra promptement (i) notifier l'ICANN de l'expiration ou de la résiliation et des motifs l'expliquant et (ii) prévoir un instrument alternatif fournissant des ressources financières suffisantes afin d'assurer la continuité des opérations des services de registre liés au TLD pour une période de trois (3) ans à la suite de toute résiliation du présent contrat avant ou le jour du cinquième anniversaire de la date d'entrée en vigueur ou pour une période d'un (1) an suivant toute résiliation du présent contrat après le cinquième anniversaire de la date d'entrée en vigueur mais avant ou le jour du sixième (6) anniversaire de la date d'entrée en vigueur (ci-après, un « Instrument alternatif »). Les conditions d'un tel Instrument alternatif doivent être aussi favorables à l'ICANN que celles de l'instrument assurant la continuité des opérations et le fond et la forme d'un tel instrument doivent par ailleurs sembler acceptables à l'ICANN, dans la mesure du raisonnable.
3. Nonobstant toute disposition contraire contenue dans la présente spécification 8, à tout moment, l'opérateur de registres pourra remplacer l'instrument assurant la continuité des opérations par un autre instrument (i) fournissant des ressources financières suffisantes pour assurer la continuité des opérations des services de registres liés au TLD pour une période de trois (3) ans suivant la résiliation du présent contrat ou avant ou le jour du cinquième anniversaire de la date

d'entrée en vigueur ou pour une période d'un (1) an suivant toute résiliation du présent contrat après le cinquième anniversaire de la date d'entrée en vigueur mais avant ou le jour du sixième (6) anniversaire de la date d'entrée en vigueur, et (ii) comportant des conditions aussi favorables à l'ICANN que celles de l'instrument assurant la continuité des opérations, sachant que le fond et la forme de l'instrument alternatif doivent par ailleurs sembler acceptables à l'ICANN, dans la mesure du raisonnable. Si l'opérateur de registres remplace l'instrument assurant la continuité des opérations soit conformément à l'alinéa 2, soit au présent alinéa, les conditions de la présente spécification 8 ne seront plus applicables concernant l'instrument assurant la continuité des opérations, mais seront applicables audit instrument de remplacement.

## SPÉCIFICATION 9\*

### Code de conduite de l'opérateur de registres

***[\*Remarque : ce document préliminaire du Code de conduite de l'opérateur de registres a été ajouté au formulaire Contrat sur les nouveaux gTLD conformément à la résolution prise par le Conseil de l'ICANN le 05 novembre 2010 concernant la propriété hybride des registres gTLD et des registraires accrédités par l'ICANN. L'ICANN encourage les communautés à commenter tous types de comportements interdits et/ou mandatés en raison de l'éventuelle propriété hybride des réseaux de distribution des noms de domaine.]***

1. L'opérateur de registres n'autorisera aucun parent, aucune filiale, aucun affilié, aucun sous-traitant, ni entité associée (désignés par « Tiers associé au registre ») à :
  - a. faire preuve directement ou indirectement de préférence ou de traitement de faveur envers un registraire quelconque ;
  - b. enregistrer des noms de domaine de plein droit, excepté pour les noms enregistrés via un registraire accrédité par l'ICANN dans la mesure où ils sont raisonnablement nécessaires au TLD, à sa gestion et à ses opérations ;
  - c. accéder à des données d'utilisateur ou à des informations propriétaires d'un registraire utilisé par ou affilié à un opérateur de registres, excepté à des fins de gestion et d'opérations du TLD ; ou
  - d. enregistrer des noms dans le TLD ou dans les sous-domaines du TLD selon une recherche de noms disponibles pour tous les consommateurs (c'est-à-dire, « réservation préventive »).
2. Si un opérateur de registres ou un tiers associé au registre agit en tant que fournisseur de services de registraire ou de revendeur-registraire, l'opérateur de registres se chargera de, ou chargera ledit tiers associé au registre de maintenir des livres de comptes distincts conformément à ses opérations de registraire ou de revendeur-registraire.
3. L'opérateur de registres se chargera de, et chargera chaque tiers associé au registre de veiller à ne divulguer aucune donnée d'utilisateur ou information propriétaire d'un registraire à l'opérateur de registres ou à un tiers associé au registre, excepté à des fins de gestion et d'opérations du TLD.
4. L'opérateur de registres ne divulguera aucune donnée de registre confidentielle ni information confidentielle sur ses services ou opérations de registre à aucun employé d'aucun fournisseur de services DNS, excepté à des fins de gestion et d'opérations du TLD.

5. L'opérateur de registres s'engage à conduire des tests internes au moins une fois par année calendaire pour veiller à la conformité avec ce Code de conduite. Dans un délai de (20) jours calendaires suivant la fin de chaque année calendaire, l'opérateur de registres fournira les résultats des tests internes, ainsi que la certification exécutée par un agent administratif de l'opérateur de registres attestant de la conformité de l'opérateur de registre avec ce Code de conduite, par courrier électronique à l'adresse [adresse à indiquer par l'ICANN]. (L'ICANN peut à l'avenir préciser que les rapports seront livrés par d'autres moyens raisonnables.)
6. Aucune disposition ici mentionnée ne doit : (i) empêcher l'ICANN de mener des investigations en cas de réclamation pour non-conformité de l'opérateur de registres avec ce Code de conduite ; ou (ii) indiquer des motifs de refus de coopération de l'opérateur de registres avec les investigations de l'ICANN en cas de réclamation pour non-conformité de l'opérateur de registres avec ce Code de conduite.